

RAPPORT FINAL

Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole (PAIOSA 1) BDI0905511



Burundi



Enquête Nationale
Agricole du Burundi

Campagne
2011-2012



Table des matières

Fiche d'intervention	6
Appréciation générale.....	8
PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés.....	9
1 Appréciation de la stratégie d'intervention.....	9
1.1 Contexte	9
1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention	10
2 Résultats atteints.....	12
2.1 Matrice de monitoring	12
2.2 Analyse des résultats	16
3 Durabilité.....	30
4 Apprentissage	31
4.1 Enseignements tirés	31
4.2 Recommandations	32
PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel).....	33
1 Suivi des décisions prises par la SMCL.....	33
2 Dépenses	36
3 Taux de décaissement de l'intervention.....	39
4 Personnel de l'intervention	41
5 Marchés publics	43
6 Accords d'exécution	47
7 Équipements.....	53
8 Cadre logique original tiré du DTF	63
9 Matrice de monitoring complète.....	67
10 Outils et produits.....	67

Acronymes

AE	Accord d'Exécution
APD	Avant-Projet Détaillé
APIP	Appui Ponctuel aux Institutions Publiques
APV	Appui aux Populations Vulnérables
ASICA	Appui aux Systèmes d'Information et de Communication Agricoles
AT	Assistant Technique
BBTV	Banana Bunchy Top Virus - maladie du bunchy top du bananier
BD	Base de Données
BIF	Francs Burundais
BXW	Banana Xanthomonas Wilt – maladie du wilt bactérien de la banane
CAPAD	Confédérations des Associations des Producteurs Agricoles
CAPRI	Collectif des Associations des Producteurs de Riz de la plaine de l'Imbo
CCT	Comité de Concertation Technique
CDMT	Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CFSVA	Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis
CNS	Conseil National Semencier
COPROSEBU	Confédération des Producteurs des Semences du Burundi
CRGR	Comité Régionaux de Gestion de la Recherche
CSE	Cellule de Suivi et Evaluation
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
CTNVH	Comité Technique National d'Homologation et de Certification des Variétés
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DEP	Direction des Etudes et Programmation
DG	Direction Générale
DGA	Directeur Général de l'Agriculture
DGMAVA	Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto Développement et la Vulgarisation Agricole
DGPAE	Direction Générale de la Planification Agricole et de l'Elevage
DHVRS	Direction Homologation Variétale et Réglementation Semencière
DPAE	Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DPSP	Direction de Production des Semences et Plants
DPV	Direction de la Protection des Végétaux
DSE	Direction du Suivi / Evaluation
DSIA	Direction des Statistiques et Informations Agricoles
DTF	Document Technique et Financier
EMP	Evaluation Mi-Parcours
ENAB	Enquête Nationale Agricole du Burundi
EST	Expertise Sectorielle et Thématique CTB
FAO	Food and Agriculture Organization
FBu	Franc Burundais
FED	Fonds Européen de Développement

FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FOCRA	Fonds Compétitif pour la Recherche Agricole
GRH	Gestion des Ressources Humaines
GSADR	Groupe Sectoriel Agriculture Développement Rural
IOV	Indicateurs Objectivement Vérifiables
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
ISTEEBU	Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
ONCCS	Office National de Contrôle et de Certification des Semences
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PAA	Plan d'Action Annuel
PAC	Parcours d'Acquisition des Compétences
PADAP	Projet d'Appui au Développement Agricole de la Province
PAI ISABU	Projet d'Appui Institutionnel à l'ISABU
PAI MINAGRIE	Projet d'Appui Institutionnel au MINAGRIE
PAIOSA	Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole
PAISS	Programme d'Appui Institutionnel au Secteur de la Santé
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAORC	Projet d'Appui aux organisations burundaises par le Renforcement des Compétences des Ressources Humaines
PASS Kajondi	Projet d'Appui au Secteur Semencier (Kajondi)
PB	Pays-Bas
PDDAA	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique
PDRA	Plan Directeur de la Recherche Agronomique
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PPIA	Programme Provincial d'Investissement Agricole
PPTTE	Pays Pauvres Très Endettés
PROSANUT	Programme pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Burundi
PSE	Planification, Suivi et Evaluation - ISABU
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAFS	Projet de Relance et d'Appui à la Filière Semencière au Burundi
RAP	Recherche Action Participative
RH	Ressources Humaines
S/E	Suivi et Evaluation
S/P	Sous-Programme
SAN	Stratégie Agricole Nationale
SIM	Système d'Information sur les Marchés
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SNU	Système des Nations Unies
TDR	Termes de Référence

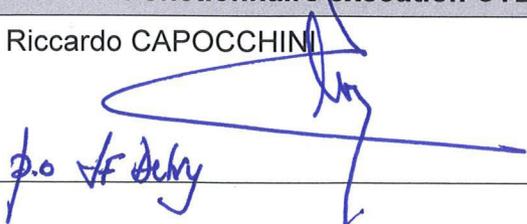
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UAC	Unité d'Appui à la Coordination
UE	Union Européenne
UPOV	Union pour la Protection des Obtentions Végétales
VAIM	Volet d'Appui Institutionnel au MINAGRIE
VDEVA	Volet Développement Agricole
VRECH	Volet Recherche
VSEM	Volet Semence

Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole (PAIOSA 1)
Code de l'intervention	BDI 09 055 11
Localisation	Burundi
Budget initial	CTB - 13 000 000 euros
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
Date de démarrage de l'intervention / Ouverture du comité de pilotage	13/01/2011
Date de fin de la convention spécifique	03/12/2015
Groupes cibles	Services de coordination, de planification et de suivi / évaluation du MINAGRIE + Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage Institutions publiques de recherche et de contrôle semencier Opérateurs privés des filières semencières et des filières agro-alimentaires appuyées
Impact	Contribuer de manière durable à la réduction de la pauvreté et soutenir la croissance économique du Burundi à travers l'augmentation de la productivité des facteurs de production, la valorisation maximale des productions, la diversification des opportunités de revenus, la préservation et le maintien des ressources naturelles et environnementales
Outcome	R1 : Les capacités du MINAGRIE à assurer ses fonctions régaliennes sont améliorées (VAIM) R2 : La production et l'utilisation de semences et plants de qualité sont augmentées (VSEM) R3 : La recherche agronomique de l'ISABU est orientée vers la production des résultats et recommandations répondant aux priorités des utilisateurs de la recherche, sur le moyen et le long terme (VRECH)
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> - SR 01 01 : Les capacités de planification, de programmation et de mise en œuvre des stratégies agricoles sont améliorées - SR 01 02 : Les capacités de suivi-évaluation et de capitalisation sont améliorées - SR 01 03 : Les capacités du MINAGRIE à assurer son rôle de coordination des interventions dans le secteur agricole sont améliorées - SR 01 04 : Les capacités organisationnelles et humaines sont améliorées - SR 01 05 : Les supports de communication et les systèmes d'information sont améliorés - SR.01.06 : Les capacités de planification, de programmation, de suivi et de coordination des DPAE au niveau provincial sont améliorées

	<ul style="list-style-type: none"> - SR 02 01 : Les institutions étatiques de coordination et de contrôle du secteur semencier sont opérationnelles - SR 02 02 : Le secteur privé s'implique davantage dans le secteur semencier - SR 02 03 : Des organisations professionnelles émergent dans le secteur semencier
	<ul style="list-style-type: none"> - SR 03 01 : Les programmes de recherche prioritaires du Plan Directeur de la Recherche sont mis en œuvre - SR 03 02 : La performance organisationnelle et institutionnelle de l'ISABU est améliorée - SR 03 03 : Les semences de pré-base des cultures vivrières produites par ISABU satisfont aux normes de qualité - SR 03 04 : Les capacités de l'ISABU à offrir des services de qualité sont améliorées
Budget total de l'intervention	Contribution du Bailleur : 13.000.000 € Reliquats de projets précédents : 800.516 € Contribution du Partenaire : 1.000.000 €
Période couverte par le rapport	13 janvier 2011 – 03 décembre 2015

Appréciation générale

Appréciation générale du fonctionnaire d'exécution nationale (coordonnateur)	Appréciation générale du fonctionnaire d'exécution CTB (coordonnateur adjoint)
<p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le PAIOSA 1 a bien réussi la mise en place fonctionnelle des équipes, de l'organisation de travail et des règles de fonctionnement, pour une bonne transition entre la fin des projets PAI-MINAGRIE, PAI-ISABU, PADAP Kirundo, APV RUIYGI et le démarrage des volets et cadres d'échanges qui y ont succédé. Ceci a été la source d'inspiration des autres structures des phases du Programme ➤ Deux dynamiques sont bien observables et ont démontré leur efficacité en matière d'appui institutionnel : l'insertion ou ancrage institutionnel du PAIOSA au sein des structures du MINAGRIE, ainsi que son alignement aux programmes et politiques sectorielles du MINAGRIE (SAN, PNIA, PPIA, etc...) ➤ Le Burundi n'avait jamais réalisé un recensement général de l'agriculture. Avec l'appui principalement du PAIOSA, la réalisation de l'Enquête Nationale Agricole (ENAB) a permis au Gouvernement et aux autres utilisateurs de disposer des données statistiques fiables et à jour sur l'agriculture burundaise ➤ Le PAIOSA a initié un cadre de concertation et de coordination des interventions en matière de développement et cela tant au niveau national que provincial (GSADR) ➤ Il a permis au Burundi de se doter d'une structure et d'un cadre juridique pour la certification des semences (ONCCS, CNS, CNHCS) ➤ Il a permis au Burundi de se doter d'un Plan Directeur de la Recherche Agronomique qui est piloté par l'ISABU ➤ Le PAIOSA s'est bien aligné sur la législation burundaise en matière de procédures de passation de marchés pour les marchés en cogestion. Le MINAGRIE a ainsi obtenu un trophée de meilleur gestionnaire de marchés publics dans la sous-région <p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Certains appuis n'ont pas démontré une opérationnalisation suffisante, ce qui aurait permis une appropriation et un portage plus forts par les structures du MINAGRIE ➤ D'autres appuis ont été initiés et n'ont pas fourni les résultats escomptés (stratégie OPA, Vision institutionnelle MINAGRIE, laboratoire pour le contrôle des semences). La suspension temporaire des appuis institutionnels augmente le risque de ne pas les voir aboutir 	<p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le PAIOSA 1 a fait le pont entre une approche projet (3 projets d'appui institutionnel au MINAGRIE et ISABU et 3 de développement agricole au niveau provincial) et l'approche programme, qui s'est définitivement concrétisée avec le PAIOSA 2 ➤ Il s'est parfaitement aligné sur la SAN, le PNIA et les PPIA en appuyant certaines fonctions régaliennes du MINAGRIE ➤ Il a mis en place un cadre de concertation (GSADR) des différents acteurs intervenant dans le domaine du développement agricole au niveau central et déconcentré ➤ Il a permis au Burundi de se doter d'un cadre juridique pour la certification des semences ➤ Il a permis au Burundi de se doter d'un Plan Directeur de Recherche Agronomique ➤ Il a mis en place un dispositif d'accompagnement au niveau central et déconcentré (UAC, Unités fonctionnelles, opérateurs de proximité) ➤ Il a eu un taux de décaissement suffisant en prenant en compte la crise politique de 2015 et la conséquente paralysie de plusieurs activités <p>Points faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ D'une manière générale, un problème de portage de la part des différentes institutions burundaises, à titre d'exemple : pas d'appropriation du MINAGRIE du système de contractualisation à la performance des RH, manque des décrets d'application de la loi semencière, pas de renforcement réelle des capacités de faire de la recherche action participative au niveau de l'ISABU ➤ La suspension des appuis institutionnels n'a pas permis d'aboutir sur des résultats plus probants ➤ L'appui au secteur de la microfinance n'a pas été développé en raison de sa complexité
<p>Notez votre appréciation générale de l'intervention :</p>	<p>Notez votre appréciation générale de l'intervention :</p>
<p style="text-align: center;">Satisfaisant</p>	<p style="text-align: center;">Satisfaisant</p>
<p style="text-align: center;">Fonctionnaire exécution nationale</p>	<p style="text-align: center;">Fonctionnaire exécution CTB</p>
<p>Vénuste GIKOTA</p> 	<p>Riccardo CAPOCCHINI</p> 

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

*Dans le présent chapitre, le rapport final doit décrire les éléments contextuels/évolutions qui ont eu une influence **cruciale** sur l'intervention et sur l'atteinte des résultats (contexte général, contexte institutionnel, contextes des modalités d'exécution, contexte de la dynamique HARMO). Ne mentionnez que les éléments les plus dignes de l'être.*

1.1.1 Contexte général

Le déclenchement de la crise politique (avril 2015) et le positionnement du Gouvernement belge face au nouveau contexte sociopolitique du Burundi sont les éléments contextuels majeurs qui ont eu une influence cruciale sur l'intervention et sur l'atteinte des résultats.

En ce qui concerne l'insécurité alimentaire, les différents indicateurs du PAM et de la FAO se sont plutôt dégradés en 2015, malgré la bonne récolte de la saison B 2015 et la relative stabilité des prix des biens alimentaires dans les derniers mois. En novembre 2015, on a enregistré une augmentation du taux d'insécurité alimentaire de 6 % en milieu rural, par rapport à 2014, avec un pic de 19 % à Bujumbura Rural et de 14 % dans la plaine de l'Imbo, à cause de la réduction du commerce (surtout poisson et huile de palme) avec Bujumbura.

Le nombre de déplacés à cause de la crise politico-économique actuelle est estimé à 250.000 personnes, ce qui représente quelques 9,5 % des exploitations agricoles familiales. Cet aspect, lié aussi aux difficultés d'approvisionnement des intrants dues à la hausse des prix, a provoqué une réduction des superficies agricoles exploitées.

Du point de vue économique, la faiblesse des importations des pays voisins et la limitation des transports dus à l'insécurité ont provoqué une réduction significative des activités (les 2/3 des magasins/boutiques ont été affectés par la crise) et par conséquent, une augmentation des prix des denrées alimentaires depuis le mois de septembre 2015. S'il est vrai qu'en milieu rural les effets de la crise économique sont moins palpables, grâce à une économie très peu monétarisée, la mise en place de la saison culturale A 2015-2016 a quand même été difficile à cause des stocks en semences épuisés et du faible pouvoir d'achat des intrants. Cette situation semble destinée à s'aggraver avec la réduction drastique du fonds engrais pour l'année 2016.

1.1.2 Contexte institutionnel

La Stratégie Agricole Nationale (SAN) élaborée en juillet 2008 est le document de référence en matière de politique agricole au Burundi. Elle tient compte des orientations contenues dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, des Objectifs du Millénaire, du NEPAD et des autres initiatives sous régionales. La SAN se fixe comme objectif général de « Contribuer de manière durable à la réduction de la pauvreté et soutenir la croissance économique du Burundi à travers l'augmentation de la productivité des facteurs de production, la valorisation maximale des productions, la diversification des opportunités de revenus, la préservation et le maintien des ressources naturelles et environnementales ».

Le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) a été validé en juin 2011, au terme d'un processus participatif qui a réuni l'ensemble des acteurs du secteur agricole. Le programme est une synthèse opérationnelle des différentes stratégies du secteur (Stratégie Agricole Nationale et du PDDAA) et vise à en opérationnaliser la mise en œuvre.

Le programme PAIOSA s'aligne sur les politiques nationales agricoles (SAN et PNIA). En effet, l'objectif du programme est identique à celui de la SAN et 10 indicateurs du PAIOSA contribuent à renseigner totalement ou en partie les indicateurs retenus par le système de suivi et évaluation du PNIA. En outre, les problèmes auxquels le programme tente de contribuer, en l'occurrence la réduction de l'insécurité alimentaire dans les régions du Bugesera, Imbo et Moso et le développement d'un environnement institutionnel favorable, sont devenus encore plus pertinents à cause de la crise socio-économique actuelle.

Dès le départ, l'ancrage du PAIOSA au sein des institutions du MINAGRIE a été positif et renforcé par le fait que ce dernier était en cours de réorganisation, notamment grâce aux acquis des projets RAFS, PAI MINAGRIE et PAI ISABU. Les directions dans lesquelles le PAIOSA 1 s'est ancré sont : ONCCS, Secrétariat Permanent et DGPAE, ISABU et les DPAE. Cette nouvelle dynamique d'insertion institutionnelle a été une grande opportunité pour l'efficacité des appuis institutionnels mais a nécessité une période de prise en main et de développement de l'organisation des équipes pour gérer leurs mandats (malgré quelques retards dans la mise en place de certaines structures d'insertion vis-à-vis du calendrier initial du MINAGRIE, à savoir : Cellules TIC et GRH, ONCCS et nouvel organigramme de l'ISABU).

L'évolution récente de la situation politique et sécuritaire du pays a amené le Gouvernement Belge à réorienter la coopération avec le Burundi dans le cadre européen (article 96 de l'Accord de Cotonou). Cela a engendré la suspension des appuis institutionnels au MINAGRIE, à l'ONCCS et à l'ISABU, le changement des modalités de gestion (de la cogestion à la régie) et à la réorientation des activités en faveur de l'appui direct aux populations bénéficiaires (voir ci-dessous point 1.2).

En termes d'harmonisation, le PAIOSA a fortement appuyé la mise en place et le fonctionnement du GSADR national (Groupe Sectoriel Agriculture et Développement Rural) et des GSADR provinciaux, qui ont pour mandat l'harmonisation des projets, programmes et autres interventions dans le secteur agricole. La situation politique en cours, et l'arrêt consécutif des appuis du PAIOSA au GSADR font cependant que ces instances ont cessé, pour l'instant, de fonctionner.

Selon les interlocuteurs, le PAIOSA est considéré tant comme un Programme du MINAGRIE que de la coopération belge. Cette ambivalence, même si elle peut déranger certains, surtout dans le contexte actuel, facilite certainement son appropriation. A titre d'exemple, l'implication des techniciens du MINAGRIE au niveau central et déconcentré dans la restructuration du Programme en cours, même dans le contexte de crise actuelle et parfois en dehors des avantages personnels, constitue un indicateur important du degré d'appropriation du Programme de la part du MINAGRIE. Toutefois, un effort ultérieur doit être fait pour augmenter ce sentiment d'appropriation de la part des acteurs non étatiques (OP et ONG), qui se sentent parfois plus bénéficiaires que véritables acteurs du PAIOSA.

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Les rapports des revues à mi-parcours pour les composantes institutionnelles et opérationnelles (PAIOSA 1 et 2) ont établi un certain nombre de recommandations au début de l'année 2015 parmi lesquelles :

- La nécessité d'avoir un document de référence pour l'ensemble du programme, avec des résultats de développement à atteindre au terme de la période de mise en œuvre.
- La recherche d'un lien plus direct entre les activités menées, l'objectif recherché de réduction de la pauvreté et les bénéficiaires finaux. Le passage progressif de l'agriculture de subsistance actuelle en une agriculture familiale organisée et orientée vers une agriculture commerciale (SAN) doit être au centre des préoccupations et pouvoir se vérifier.

- Le renforcement du lien entre les stratégies opérationnelles et l'appui institutionnel : les actions d'appui institutionnel devraient refléter davantage des besoins exprimés au niveau des acteurs de terrain.
- La construction d'une vision commune et de stratégies opérationnelles qui rassemblent les compétences disponibles. C'est un des objectifs recherchés du passage à l'approche programme.
- Il a été constaté la difficulté de gestion d'un nombre élevé de petits dossiers d'appui institutionnel en regard de la volonté de non substitution, d'où il a été proposé des mesures d'atténuation dont la gestion des priorités par concentration du VAIM et du VRECH sur des gros dossiers prioritaires en améliorant l'accompagnement continu des porteurs de dossiers au sein des institutions.
- La nécessité de renforcer les synergies entre les volets et de valoriser davantage le potentiel d'expertise technique à disposition.

Suite aux EMP, un atelier de capitalisation a été organisé au mois d'avril 2015 avec l'appui des experts EST CTB Bxl. Un certain nombre de recommandations ont été dégagées, notamment pour PAIOSA 1 :

- Restructurer plus clairement les résultats et sous-résultats par objectif spécifique.
- Proposer un nouveau cadre organisationnel
- Prévoir les conséquences de ce nouveau cadre sur les RH
- Renforcer les liens entre appui institutionnel et actions opérationnelles
- Rédiger des notes méthodologiques par chantiers prioritaires pour approfondir les activités à mener, les délais, les acteurs, les modalités d'exécution

Dans le même temps, le déclenchement de la crise politique et le positionnement du Gouvernement belge face au nouveau contexte sociopolitique du Burundi ont amené à une réduction et à un réajustement des actions du Programme basé sur les principes suivants :

- Suspension des appuis institutionnels aux acteurs étatiques, au niveau central comme aux niveaux déconcentrés, mis à part certains engagements contractuels non révisables ;
- Arrêt de toute activité qui a trait à l'adaptation de politiques et stratégies existantes et à la formulation de politiques et stratégies futures (actualisation du PNIA, vision institutionnelle, stratégie OP...) ;
- Réorientation des activités en faveur de l'appui direct aux populations bénéficiaires ;
- Changement des modalités de gestion (de la cogestion à la régie) ;
- Suspension des SMCL.

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
IMPACT : Contribuer de manière durable à la réduction de la pauvreté et soutenir la croissance économique du Burundi à travers l'augmentation de la productivité des facteurs de production, la valorisation maximale des productions, la diversification des opportunités de revenus, la préservation et le maintien des ressources naturelles et environnementales				
Taux annuel d'augmentation de la production agricole et animale dans les provinces d'intervention	0%	10%	6,9%	Source : calculs VAIM/PAIOSA à partir des données ENAB. Le taux de 6,9 % est largement faussé par les changements de méthodologie introduits par la mise en place de l'ENAB. Il reste néanmoins inférieur au 10 % visé par le PNIA.
Taux d'insécurité alimentaire dans les Provinces d'intervention	Bubanza = 53,1% Cibitoke = 37,6% Kirundo = 80,1% Rutana = 67,0% Ruyigi = 66,8%	Bubanza = 47,1% Cibitoke = 31,6% Kirundo = 74,1% Rutana = 61,0% Ruyigi = 60,8%	Bubanza = 36% Cibitoke = 35% Kirundo = 75% Rutana = 37% Ruyigi = 35%	Données PAM / CFSVA 2014 (% de ménages en insécurité alimentaire modérée + sévère) – mais méthodologie discutable
Proportion de ménages qui estiment que leurs revenus ont augmenté depuis la mise en œuvre du programme dans les Provinces d'intervention	Bubanza = 0% Cibitoke = 0% Kirundo = 0% Rutana = 0% Ruyigi = 0%	Bubanza = 50% Cibitoke = 50% Kirundo = 50% Rutana = 50% Ruyigi = 50%	-	Indicateur renseigné à partir d'une enquête réalisée une fois les 3 ans selon le dispositif de suivi et évaluation du PAIOSA. L'enquête n'a pas pu être réalisée fin 2015. Elle devrait l'être en 2016
OUTCOME 1 : Les capacités du MINAGRIE à assurer ses fonctions régaliennes sont améliorées				
Degré d'efficacité du Ministère à assurer ses fonctions régaliennes	1,1*	18,8**	12,1	Les données sur cet indicateur sont des notes attribuées par une autoévaluation participative regroupant les cadres du MINAGRIE et ceux du PAIOSA. Le contexte actuel n'a pas permis la participation des cadres du MINAGRIE en 2015.
Output 1 : Les capacités de planification, de programmation et de mise en œuvre des politiques agricoles sont améliorées				
Degré d'efficacité du Ministère à planifier, programmer et mettre en œuvre les politiques agricoles	0,0	19,3	12,7	Retards au niveau des stratégies sous sectorielles : objectifs révisés et focus sur stratégie sous sectorielle OP (grande sensibilité). Vision institutionnelle du secteur agricole et de l'élevage toujours en stand-by au niveau des autorités. Forte contribution au processus et à la méthodologie relative à la révision et actualisation SAN et PNIA 2016 – 2020, mais processus non abouti suite à la suspension des appuis institutionnels.
Output 2 : Les capacités de suivi-évaluation et de capitalisation sont améliorées				
Degré d'efficacité du Ministère à suivre et capitaliser sur le développement sectoriel	1,2	20,0	12,0	Evaluation 2015 en baisse par rapport à 2014 car les activités de S/E ont fortement ralenti depuis la suspension de l'appui institutionnel : niveau de pérennisation des activités faible (surtout pour le rapportage provincial).
Output 3 : Les capacités du MINAGRIE à assurer son rôle de coordination des interventions dans le secteur agricole sont améliorées				
Degré d'efficacité du Ministère à assurer son rôle de coordination dans le secteur agricole	2,0	15,5**	11,0 (2014)	Actions de coordination MINAGRIE et ses principaux partenaires menées correctement durant le 1er trimestre, mais paralysées depuis avril 2015.
Output 4 : Les capacités organisationnelles et humaines sont améliorées				

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Degré d'efficacité du Ministère à améliorer ses capacités organisationnelles et humaines	1,5	20,0	12,0	Beaucoup d'AE aboutissent à des résultats, mais satisfaction des partenaires insuffisante. Cellule GRH pas suffisamment opérationnelle. Blocage sur la plupart des dossiers.
Output 5 : Les supports de communication et les systèmes d'information sont améliorés				
Degré d'efficacité du Ministère à communiquer et améliorer les systèmes d'information	1,5	18,5	12,5	Retards au niveau des marchés publics sur l'internet des DPAAE et sur l'archivage (numérisation + base de données), suite attente PAIOSA III, suivi de la maintenance informatique MINAGRIE à améliorer.
Output 6 : Les capacités de planification, de programmation, de suivi et de coordination des DPAAE au niveau provincial sont améliorées				
Degré d'efficacité des DPAAE à assurer leurs activités de planification, programmation, coordination et suivi-évaluation au niveau provincial	0,3	19,0	12,3	Indicateur reprenant l'état d'avancement de la partie DPAAE de l'ensemble des Ss-Outputs précédents. Travail sur les matrices de S/E des PPIA n'a pas pu être réalisé comme prévu au cours du second semestre 2015.
OUTCOME 2 : La production et l'utilisation des semences et plants de qualité sont augmentées				
Taux de satisfaction de la demande en semences et plants certifiés exprimée par des tiers	Pdt = 0 % Riz = 0% Mais = 0% Bananes = 0%	Pdt = 100 % Riz = 100% Mais = 100% Bananes = 50% Pour chaque saison culturale	Saison A Riz = dnd Pdt = 4,6% Mais = dnd Bananes = dnd Saison B Riz = 9,3% Pdt = 11,2% Mais = 12,1% Bananes = 48,5%	Il y a une augmentation par rapport au début (2013) mais reste faible par rapport à la cible. dnd = données non disponibles
Taux de conformité aux normes phytosanitaires des semences, plants, rejets produits dans le cadre des fonds IPPTE	Pdt = 6% Riz = 0% Mais = 0% Bananes = 0%	Pdt = 75% Riz = 50% Mais = 50% Bananes = 50%	Pdt = 53,8%	Le fond IPPTE n'est plus fonctionnel. Il faudrait voir s'il ne faut pas appuyer le ministère concernant le budget ordinaire qui a suppléé ce fond.
Taux de conformité aux normes phytosanitaires des semences, plants et rejets produits par les producteurs qui se déclarent au contrôle semencier	Pdt = 13% Riz = 0% Mais = 0% Banane = 0%	Pdt = 75% Riz = 50% Mais = 50% Banane = 35%	Pdt = 47,5% Riz = Mais = 100% Banane = 91,7%	L'ONCCS qui est en charge de cette activité n'a pas permis l'accès aux données à l'interlocuteur de la CSE
Proportion de ménages utilisant des semences et plants améliorées	Moyenne des saisons A&B : Riz = 0,30% Mais = 0,40% Pdt = 0,20% Banane = 1,75%	20 %	-	Données non fournies par l'ISTEEBU/DSIA (devraient être extraites de l'ENAB)
Output 7 : Les institutions étatiques de coordination et de contrôle du secteur semencier sont opérationnelles				
Pourcentage de textes d'application promulgués par rapport à ceux prévus dans la loi	0%	75%	50%	Le texte adopté en 2015 est le suivant - Ordonnance ministérielle portant système d'accréditation en matière de certification des semences
Les capacités effectives du CNS à assumer ses missions régaliennes sont améliorées	0	16,0*	11,0 (2014)	Le contexte actuel n'a pas permis de réaliser les évaluations conjointes et au PAIOSA il n'y avait pas d'équipe ayant du recul pour pouvoir essayer

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Les capacités effectives de la DPSP à assumer ses missions régaliennes sont améliorées	0	16,5	-	de donner une note provisoire pour cet indicateur.
Les capacités effectives de l'ONCCS à assumer ses missions régaliennes sont améliorées	0	16,5	17,1 (2014)	
Les capacités effectives du CTNHV à assumer ses missions régaliennes sont améliorées	0	16,0	-	
Output 8 : Le secteur privé s'implique davantage dans le secteur semencier				
Proportion de la demande en semences et plants exprimée par la CAPAD, VDEVA et autres produite par les privés	0%	Pd terre = 100% Mais = 100% Riz = 100% Banane = 100%	Pd terre = 74,4% Mais = 41,6% Riz = 4,4% Banane = 99,4%	De plus en plus le secteur public se désengage de la production des semences pour s'atteler à la régulation et l'encadrement de la production.
Volume des investissements en infrastructures par les privés en contrepartie du fonds de subvention	7.000 €	120.000€	9.058 €	Le taux de conversion de l'euro utilisé est de 1700 FBU. Difficile à prévoir car demandes peu « prévisibles »
Output 9 : Des organisations professionnelles émergent dans le secteur semencier				
Nombre de producteurs semenciers membres des fédérations professionnelles (COPROSEBU, CAPAD et autres)	50 (CAPAD=0, COPROSEBU =30, CAPRI=20)	250	200 (CAPAD=19, COPROSEBU =81, autres=100)	Les producteurs semenciers de la CAPAD sont des coopératives, les producteurs semenciers du COPROSEBU et du CAPRI sont des individus.
Volume de semences commercialisées sous le label par les organisations professionnelles (tonnes)	Pdt = 0 Riz = 0 Mais = 0	Pdt = 600 Riz = 300 Mais = 600	Pdt = - Riz = - Mais = -	Données non disponibles au niveau de l'ONCCS
OUTCOME 3 : La recherche agronomique produit des résultats et recommandations adaptés aux besoins des utilisateurs				
Degré de satisfaction des utilisateurs de la recherche	Très satisfaits = 9,7% Satisfaits = 20,4% Un peu satisfaits = 28,0% Pas du tout satisfaits = 41,9%	Très satisfaits = 14,7% Satisfaits = 25,4% Un peu satisfaits = 23,0% Pas du tout satisfaits = 36,9%	-	Indicateur renseigné à partir d'une enquête réalisée une fois les 3 ans selon le dispositif de suivi et évaluation du PAIOSA. L'enquête n'a pas pu être réalisée fin 2015. Elle devrait l'être en 2016
Taux de publications scientifiques et notes techniques issues des résultats de la recherche	0%	100% = 5 publications par programme et par an (soit 25 publications)	160% (16 publications sur 10 prévues – 2014)	Donnée 2015 non fournie par ISABU
Degré d'efficacité de l'ISABU à assurer ses fonctions régaliennes	3,2	20,0	7,4 (2014)	Evaluation conjointe pas faite cette année.
Output 10 : Les programmes de recherche prioritaires du Plan Directeur de la Recherche Agronomique (PDRA) sont mis en œuvre				

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
% du nombre d'affectations nouvelles et recrutements spécifiques du personnel scientifique et technique pour des programmes de recherches prioritaires du PDRA	0 %	100 %	80 %	Il est prévu que d'ici la fin du programme, tous les recrutements du personnel technique et scientifique soient effectués pour mettre en œuvre les programmes prioritaires du plan directeur de la recherche.
% des membres du personnel technique et scientifique ayant bénéficié d'une formation pour mettre en œuvre le PDRA	0 %	100 %	0 %	Le plan général de formation du personnel technique et scientifique 2015-2017 a été élaboré. Cependant, la mise en œuvre est suspendue, car elle est dans la catégorie appui institutionnel
Nombre de programmes prioritaires du PDRA qui ont démarré	0	5	5	Tous les 5 programmes du PDRA sont déjà mis en œuvre. Les plus abordés sont l'intensification écologique, la diversification des cultures et l'amélioration des performances du cheptel
Output 11 : La performance organisationnelle et institutionnelle de l'ISABU est améliorée				
Degré d'efficacité de l'ISABU et des stations à améliorer leur gestion administrative et financière	4,5*	20	-	Les données de cet indicateur sont des notes sur 20 (évaluation participative ISABU – PAIOSA). L'évaluation n'a pas été possible en 2015
Fonctionnalité des comités régionaux de gestion de la recherche	0*	20	-	Les comités régionaux de gestion de la recherche ne sont pas encore mis en place dans le cadre de la réforme de la recherche. L'évaluation n'a pas été possible en 2015
Proportion de conventions de recherche contractuelle alignées sur les systèmes et procédures de l'ISABU	0	100% pour la mission et 80% sur les procédures	0	
Output 12 : Les semences de pré base des cultures vivrières produites par ISABU satisfont aux normes de qualité				
Taux de satisfaction de la demande en semences de pré-base exprimé à temps et éligibles par le CNS	<u>Saison 2012 A</u> Pdt=52,4% <u>Saison 2012 B</u> Pdt=58,6%	100% pour toutes les cultures	<u>Saison 2014 A</u> Pdt= 56,1% <u>Saison 2014 B</u> Pdt= 41,0%	Le taux de cet indicateur varie d'une année à une autre et d'une saison à une autre. Cette faible performance serait liée à l'indisponibilité des semences de souche (problème de substrat dans les serres) pour emblaver toute la superficie.
Proportion des lots de semences acceptés à la suite des tests	<u>Saison 2012 A</u> Pdt=83,3% <u>Saison 2012 B</u> Pdt=85,7% Mais=100% Riz=100%	95% pour toutes les cultures	<u>Saison 2014 A</u> Pdt=80,9% <u>Saison 2014 B</u> Pdt=86,0% Mais=100% Riz=100%	Les proportions des lots de semences de pomme de terre acceptés après le test augmentent de plus en plus grâce à la maîtrise progressive de la bactérie Ralstonia. Pour les deux autres filières soutenues par le PAIOSA, en l'occurrence le maïs et le riz, la qualité des semences est très bonne.
Output 13 : Les capacités de l'ISABU à offrir des services de qualité sont améliorées				
Le laboratoire de chimie agricole est sur la voie de l'homologation	8,0*	19	9,6 (2014)	Les données pour cet indicateur sont des notes obtenues à travers une évaluation participative regroupant les cadres de l'ISABU et ceux du PAIOSA qui font une évaluation sur 20 points. L'évaluation n'a pas été possible en 2015
Le laboratoire de Phytopathologie est fonctionnel et respecte son manuel des procédures	7,0*	20,0		
L'unité d'entomologie est fonctionnelle et respecte le manuel de qualité	8,0*	18,0		

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre de publications de vulgarisation issues des résultats de la recherche	0	Au moins 1 par résultat de recherche	28	

* = Notes sur 20 obtenues à travers une évaluation participative regroupant les cadres du MINAGRIE et ceux du PAIOSA

** = Cible révisée à la baisse car indicateur non applicable pour 2015 (suspension des GSADR national et provinciaux)

2.2 Analyse des résultats

Décrivez les résultats atteints par l'intervention

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact¹ (impact potentiel) ?

Parmi les premiers impacts perceptibles, des perspectives positives sont observées, dans les différents domaines de l'appui : on peut citer la motivation des acteurs et partenaires, de nouvelles pratiques de travail (MINAGRIE central et DPAE, ISABU) appuyées du fait de la levée de certaines contraintes matérielles, qui pourront conduire à une meilleure implication dans le travail quotidien et donc un meilleur « service » rendu par l'administration (impact institutionnel).

D'autres impacts probablement mieux avérés sont également à rechercher dans l'évolution de la perception et/ou de l'attitude des producteurs et autres acteurs des filières vis à vis de l'administration agricole et de ses représentants.

Mais il faut reconnaître que la situation particulière de l'année 2015 risque de réduire substantiellement l'impact potentiel du programme. La mise en place d'un dispositif permanent et institutionnalisé d'enquête agricole d'envergure nationale au Burundi constitue un progrès appréciable pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'une politique agricole efficace et cohérente. Ce niveau de pérennisation de l'ENAB n'a été possible qu'avec un engagement financier conséquent de la part du Gouvernement et avec une implication forte des cadres déconcentrés du MINAGRIE, non seulement pour la supervision et le contrôle, mais également pour la collecte des données. A ce jour, la collecte régulière des variables conjoncturelles est assurée, mais les équipes techniques nationales éprouvent des difficultés pour suivre au niveau des opérations de traitement, analyse et exploitation de ces données. La réduction annoncée des budgets alloués au MINAGRIE risque par ailleurs de se répercuter sur la continuité de l'ENAB.

Le changement positif des pratiques de travail et d'organisation des structures partenaires (notamment l'ISABU, l'ONCCS, les DPAE et la DGPAE) initié depuis le début du programme risque également d'être affecté par les restructurations imposées par la situation politique du pays. L'annulation de la plupart des actions de formation (de type classique) prévues initialement pour 2015 par exemple, mais aussi la suspension des actions de formation par l'action (d'accompagnement de la mise en œuvre des méthodes et outils développés ensemble) limitent actuellement les perspectives en matière d'impact potentiel de l'appui institutionnel.

En termes de bénéficiaires finaux, le programme estime qu'il a touché plus de 250.000 personnes, dont 5.000 par le volet d'appui institutionnel, 18.000 par le volet semence, 9.500 par le volet recherche (mais également 220.000 par le volet développement agricole sur PAIOSA 2).

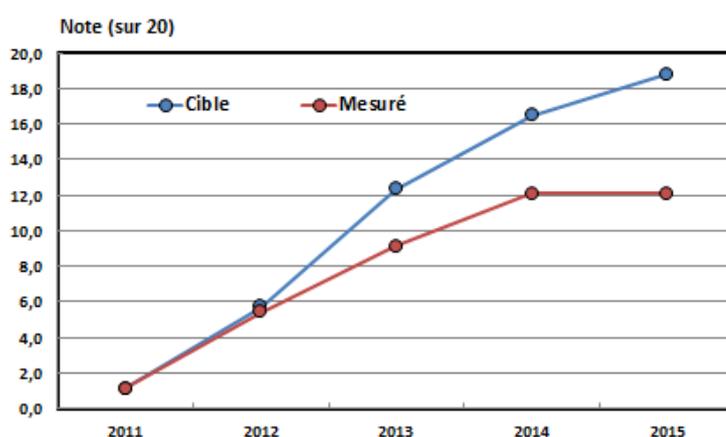
¹ Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

La collecte des indicateurs pour analyser l'outcome a été fortement perturbée par les difficultés liées à la crise socio-politique en cours au Burundi, de sorte que ceux-ci ne fournissent qu'une vision très fragmentaire du niveau d'atteinte de l'outcome.

Au niveau du développement d'un environnement institutionnel favorable, l'évolution de l'efficacité du MINAGRIE et des DPAE à assurer leurs fonctions régaliennes s'est ressentie bien évidemment de la suspension des appuis du PAIOSA ainsi que d'autres PTF. Résultat de l'appréciation en interne de l'indicateur du degré d'efficacité du Ministère à assurer ses fonctions régaliennes (l'évaluation conjointe et participative avec le partenaire institutionnel n'ayant pu être conduite), la note qualitative globale n'a pas progressé depuis 2014 et est restée stationnaire aux alentours de 12,1, sur une échelle de 0 à 20, pour une cible fixée en 2015 à 18,8² (contre cible de 16,5 en 2014).

Graphique 1 : Degré d'efficacité du Ministère à assurer ses fonctions régaliennes



Dans le domaine de la production des semences et plants certifiés, les données sur les quantités produites montrent qu'elles restent très faibles, et certainement très largement insuffisantes pour satisfaire les besoins des producteurs, la preuve en étant le rapide épuisement des stocks enregistré au démarrage de la saison A 2015/16. De plus, cette situation s'accompagne d'une prévision de réduction drastique (86,7 %) du budget alloué au Fonds commun intrants pour l'année 2016 et cela laisse anticiper une campagne B 2016 très problématique sans interventions d'urgence. Au niveau du contrôle de la qualité des semences, l'ONCCS a refusé de communiquer au PAIOSA les données sur les résultats des analyses phytosanitaires, suite à la suspension des appuis institutionnels.

Dans le domaine de la recherche, Le PAIOSA a fourni un appui conceptuel et technique à la réforme de l'ISABU déclenchée par l'adoption du Plan Directeur de la Recherche Agronomique (PDRA) en juin 2011. Le PDRA a modifié la mission de l'institut et a exigé par conséquent l'adaptation de son organisation (structures et procédures) à de nouvelles orientations et dispositions lui permettant de rapprocher son action davantage des bénéficiaires de la recherche, notamment par une réorganisation des équipes scientifiques et techniques en cinq (5) nouveaux programmes de recherche, des mécanismes de concertation avec les bénéficiaires au niveau régional et une déconcentration de sa gestion.

S'agissant d'appui institutionnel, le programme PAIOSA prévoyait que les outcomes puissent être réellement atteints dans le temps (avec PAIOSA 3), mais cela ne sera maintenant possible

² Le degré d'efficacité du Ministère à assurer ses fonctions régaliennes est suivi par la notation, sur une échelle fictive de 0 à 20, de critères (qualitatifs ou non) traduisant la progression vers l'atteinte de résultats et les changements de comportement attendus, ceux-ci étant définis en début de programme conjointement avec le partenaire.

qu'à certaines conditions, dont la première consiste en la levée de la suspension des appuis institutionnels aux structures étatiques. Ensuite, il faudra considérer l'adoption de mesures correctives profondes au niveau du Programme qui permettent de pouvoir améliorer l'environnement institutionnel (dans le sens large du terme) du secteur agricole en améliorant les capacités des organisations de la société civile qui y opèrent avec une implication et accompagnement de la part des Institutions et des services techniques au niveau central, déconcentré et décentralisé. Ces mesures correctives se mettront en place à partir de 2016, tant à travers une réorientation des activités en faveur des organisations de la société civile qu'à travers une redéfinition des modalités de collaboration avec les Institutions étatiques.

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez

VAIM : Les capacités du MINAGRIE à assurer ses fonctions régaliennes sont améliorées

Tableau 1 : récapitulatif des principaux produits VAIM

Sous résultats	Principaux produits
Les capacités de planification, de programmation et de mise en œuvre des politiques agricoles sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> • 2000 exemplaires du PNIA diffusés • BD des financements du PNIA conçue (avec outils de suivi des projets + manuel), actualisation annuelle + rapport annuel de synthèse produit • Le PNIA, le CDMT et le CSLP (programmes, S/P et aspects financiers) mis en cohérence • La stratégie sous sectorielle Bassin Versant diffusée • Base des données OPA conçue (avec méthodologie de collecte des données + manuel) en 2012, 1 actualisation en 2013, et production d'un rapport sommaire de synthèse • Fonds de subvention fertilisants : manuel approuvé • Contribution à la préparation y compris la méthodologie des Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage + Recommandations + feuille de route • Révision et actualisation SAN et PNIA 2016 – 2020 : forte contribution méthodologique mais processus non abouti suite à la suspension des appuis institutionnels • Elaboration de la vision institutionnelle MINAGRIE (partiel - dossier sensible en stand-by au niveau des autorités) • Elaboration de la stratégie sous sectorielle OPA (partiel - nombreux points de blocage subsistants entre ministère et organisations de producteurs)
Les capacités de suivi-évaluation et de capitalisation sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> • Bilan de l'exécution financière 2011, 2012, 2013, 2014 et PTBA 2012, 2013, 2014, 2015 établis. • Cadre de référence et dictionnaire des IOV du suivi évaluation du PNIA conçu et approuvé • Rapports périodiques de suivi évaluation du PNIA (2013, 2014) produits • Indicateurs de performance du secteur agricole et élevage disponibles • Méthodologie d'enquête agricole (partie structurelle et actualisation annuelle) conçue et documentée et personnel (collecte, contrôle, supervision et saisie) formé • Rapports ENAB saisonniers et de campagne 2011/2012, 2012/2013 et 2013/2014 produits • ENAB institutionnalisée (avec inscription au budget national)
Les capacités du MINAGRIE à assurer son rôle de coordination des interventions dans le secteur agricole sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> • Groupe Sectoriel Agriculture et Développement Rural (GSADR) national avec participation de la Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage organisé et redynamisé et groupes techniques de travail mis en place • 16 atlas provinciaux des réalisations et intervenants du secteur agricole (avec données géo référencées) produits et diffusés • Rapports semestriels de suivi du PNIA élaborés pour le Secrétaire Permanent et la Ministre

Les capacités organisationnelles et humaines sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvel organigramme du MINAGRIE approuvé • Plan de formation et gestion des compétences MINAGRIE élaboré et approuvé • Cellule GRH et services déconcentrés renforcés : deux formations GRH ont été dispensées via des équipes de consultants : informatique et appui-formation • Rapport des statistiques et analyse des Accords d'Exécution de novembre 2011 à juin 2015 produits • Déménagement du ministère réalisé • Mobilier pour le ministère et les DPAE acquis
Les supports de communication et les systèmes d'information sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> • Cellule TIC MINAGRIE mise en place, son renforcement et son opérationnalisation assurés (action continue) • Stratégie de communication du MINAGRIE élaborée • Système d'archivage et gestion documentaire fonctionnel au Ministère siège + services de Gitega • Maintenance informatique au siège de MINAGRIE et services de Gitega réalisée • Interconnexion MINAGRIE Siège - Gitega effective via fibre optique
Les capacités de planification, de programmation, de suivi et de coordination des DPAE au niveau provincial sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> • 16 Plans Provinciaux d'Investissement Agricole (PPIA) produits et diffusés • Canevas de rapport des DPAE révisés • Appui au S/E provincial (2/3 des IOV PNIA) • ENAB (brochures provinciales), • GSADR provinciaux organisés, secrétariat assuré et suivi par la cellule DPAE • Cartes thématiques provinciales ; • Câblage et connexion internet DG de Gitega et 5 DPAE opérationnels • Système d'archivage et gestion documentaire fonctionnel dans 5 DPAE

Le volume des produits du volet VAIM met en évidence un fort déploiement d'activités, une somme importante d'actions multiformes et de produits d'état d'avancement et d'importance divers.

La planification et la programmation du MINAGRIE : Comme le prévoit le DTF, le volet VAIM a accompagné les grandes problématiques qui gravitent autour du PNIA. L'appui à la Direction Etudes et Programmation (DEP) s'est poursuivi de façon normale pour l'actualisation régulière de la base de données sur les financements du PNIA. Cet outil s'avère très utile et très apprécié, et est maintenant parfaitement géré par l'équipe de la DEP. L'élaboration de la vision institutionnelle du MINAGRIE et la production de la stratégie sous sectorielle OPA ont été réalisées, mais il y a eu peu de progrès pour la validation de ces documents d'orientations par les partenaires clés en l'occurrence le MINAGRIE et les organisations des producteurs. Le dossier « vision institutionnelle du secteur agricole et de l'élevage » est toujours en stand-by au niveau des autorités, même si les hauts cadres du MINAGRIE se sont entendus sur les orientations pour la poursuite de l'élaboration de la vision institutionnelle (retraite de Mwaro du 20 au 24 avril 2015). Pour la stratégie OPA, le dialogue reste difficile entre ministère et organisations de producteurs, et de nombreux points de blocage sont toujours présents. Le volet a été fortement impliqué dans l'organisation et la préparation de l'actualisation 2016-2020 de la SAN et du PNIA jusqu'en mai 2015, avant la suspension des appuis institutionnels (ces exercices n'ont toujours pas abouti à l'heure actuelle).

Le suivi et évaluation du PNIA : forte implication du volet dans l'organisation et la préparation de la revue du PNIA et dans l'encadrement technique des équipes nationales impliquées dans cet exercice. Le volet a notamment appuyé la DSE pour la production régulière d'un rapport annuel de suivi et évaluation du PNIA. Il a également diffusé un recueil d'indicateurs de

performance du secteur agricole et de l'élevage. Ces documents ont servi de base pour l'exercice de revue du PNIA. Le travail prévu pour l'appui aux DPAE pour l'élaboration des matrices de S/E des PPIA n'a pas pu être réalisé comme prévu au cours du second semestre 2015 (ce qui explique la notation en baisse pour l'indicateur).

Les statistiques agricoles : Le volet a appuyé la DSIA et l'ISTEEBU pour la réalisation de l'ENAB et par la suite, pour la pérennisation d'une enquête annuelle de conjoncture. L'ENAB a permis de disposer d'une photographie actualisée précise des caractéristiques structurelles du secteur. A ce jour, un dispositif permanent et institutionnalisé assure la collecte annuelle des variables conjoncturelles, mais difficultés pour suivre au niveau des opérations de traitement, analyse et exploitation de ces données. Un projet de coopération déléguée UE XIe FED a été préparé pour la poursuite de l'appui au schéma directeur des systèmes d'information agricole, mais a par la suite été annulé (suspension des appuis UE).

La coordination du secteur agricole : Les actions de coordination MINAGRIE et ses principaux partenaires ont été menées à travers la mise en place des GSADR. Ces actions de coordination étaient pressenties pour être remises au partenaire, pour un résultat considéré comme atteint. La deuxième activité réalisée est l'appui à la Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto-développement et la Vulgarisation Agricole (DGMAVA) pour la production de cartes thématiques sur les réalisations et intervenants du secteur agricole, avec données géo référencées. 16 atlas provinciaux ont été produits et diffusés, et constituent une référence pour les partenaires dans le secteur.

La gestion des ressources humaines : Les actions initiales ont visé à appuyer la mise en place du nouvel organigramme, y compris sur les dimensions matérielles (déménagement, acquisitions...). Un système de contractualisation à la performance a été mis en place. Un rapport synthétique de suivi des Accords d'Exécution et individuels a été produit, avec statistiques détaillées. L'évaluation « contractualisation » n'a pas été réalisée (uniquement note d'orientation sur « La gestion et la rétribution de la performance », rédigée à la demande du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale, dans le cadre d'un appui en expertise à la mise en œuvre du PNRA). D'autre part, le Plan de Formation, de Gestion des Compétences et des Carrières du personnel du MINAGRIE a été validé, mais le processus de mise en œuvre (réalisation de 3 formations par le VAIM) n'a pas abouti suite à la suspension des appuis institutionnels. Cependant, il est important de prendre conscience qu'avec les conditions institutionnelles existantes jusqu'ici, il n'apparaît pas possible de déployer une GRH maîtrisant toutes les missions habituelles, ce qui constituait l'ambition initiale du programme.

L'amélioration de la communication et des systèmes d'informations : Une cellule TIC a été mise en place et encadrée au MINAGRIE. Un schéma directeur informatique a été élaboré (mai 2014) et validé avec l'appui du programme PROSANUT³. Le câblage et l'interconnexion de Gitega + 5 DPAE ont été réalisés (Kirundo, Rutana, Ruyigi, Cibitoke et Bubanza). Le système d'archivage et de gestion documentaire a été rendu fonctionnel dans ces mêmes 5 DPAE. La mise en œuvre de la stratégie de communication par la cellule communication du MINAGRIE reste problématique car cette dernière ne s'est pas approprié directement cet outil.

VSEM : La production et l'utilisation des semences et plants de qualité sont augmentées

Tableau 2 : récapitulatif des principaux produits VSEM

Sous résultats	Principaux produits
Textes	<ul style="list-style-type: none"> • Promulgation en avril 2012 de la loi semencière fixant le cadre général du secteur semencier • Promulgation des textes portant sur la création de ces institutions et

³ Programme pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (UE)

	<p>nomination de leurs membres /directeurs (six décrets/ordonnances)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rédaction de nouveaux textes (3) régissant ces institutions, notamment la tarification des services de l'ONCCS
ONCCS	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'outils de gestion administrative, financière et opérationnelle pour l'ONCCS • Appui au processus de recrutement du personnel technique de l'ONCCS • Appui à l'organisation et financement de l'atelier de lancement de l'ONCCS • Matériel roulant à l'ONCCS apporté, matériel informatique, mobilier • Contrat de performance avec l'ONCCS • Formation agents de l'ONCCS : informatique, descripteurs internationaux des variétés (MUSALOG, UPOV) • Mise en œuvre d'une unité de conditionnement des semences de pommes de terre conformes aux normes permettant à l'ONCCS de pratiquer la certification physique (mise en sac scellé des semences avec apposition d'une étiquette certifiant la qualité du lot et sa catégorisation semencière) • Renforcement de la capacité analytique de détection du labo de phytopathologie de l'ONCCS : BXW, BBTV (bananier) et le Ralstonia (pomme de terre) • Appui à la Direction Homologation Variétale et Réglementation Semencière (DHVRS) de l'ONCCS dans le cadre de la production du catalogue des espèces cultivables au Burundi • Financement des contrôles par l'ONCCS de la qualité des rejets de bananier fournis dans le cadre du DAO du MINAGRIE de 2013 et de la production saisonnière de semences de pomme de terre depuis le démarrage du PAIOSA jusqu'en 2013
DPSP et CNS	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'outils de fixation des prix et de prévision de la demande pour la DPSP et formation des agents de la DPSP à leur utilisation • Voyage d'étude Ouganda (Mais Hybride) • Règlement d'ordre intérieur de la CNS élaboré et réunions du CNS réalisées • Mise en place d'outils de fixation des prix et de prévision de la demande CNS, formation à leur utilisation • Appui financier et technique à la CNS (à travers la DHVRS et l'ISABU) pour l'homologation de 4 variétés de maïs hybrides dans le cadre d'un don du Kenya au gouvernement du Burundi
MINAGRIE	<ul style="list-style-type: none"> • Equipement informatique et immobilier à Direction Protection des Végétaux (DPV) • Laboratoire national semencier : marché d'études fluides et électricité, marché de surveillance de la construction, marché (infructueux) de construction du gros œuvre • Etudes aménagement de l'irrigation de 200 ha (Phase APD) du PASS Kajondi centre semencier du MINAGRIE central • Organisation et animation de la task force de mai 2013 et juin 2014 aboutissant à l'élaboration d'un plan stratégique de production de semences pour 3 des 6 cultures présidentielles • Etude sur l'état des lieux de la filière de production de rejets de bananier et stratégie portant sur l'organisation de la production de matériel de plantation saine • Compilation des données et analyse économique d'une trentaine d'essais réalisés sous l'égide de la DHVRS (ONCCS) portant sur l'interaction entre la qualité des semences de maïs (tout venant, pré bases de variétés composite et commerciales de variétés hybrides)

Appui à la filière semencière : La situation institutionnelle de la filière semencière a substantiellement progressé : certains textes / organes prévus par la loi semencière ont été promulgués (loi semencière elle-même, ordonnances portant sur la création des organes de coordination et contrôle de qualité semencière : ONCCS, CNS, CNTHV). Mais il manque encore la promulgation de nombre de textes d'opérationnalisation de la loi semencière : règlement de production semencière, normes de qualité semencière, critères d'adhésion à la profession de multiplicateurs semenciers, sans lesquels le laboratoire opérera dans un vide juridique. Il manque également toujours une stratégie semencière globale fixant les objectifs à court, moyens et long termes. Une stratégie de production de rejets sains pour les bananiers est néanmoins disponible.

Appui aux services semenciers : D'importants efforts en matière d'investissement ont été prévus pour l'ONCCS et notamment pour la construction du laboratoire de Gitega. Les retards enregistrés pour la mise en œuvre de ce laboratoire, dont les causes échappent entièrement au PAIOSA (non promulgation des ordonnances portant sur les règlements de production semencière, normes de qualité ainsi que les critères d'adhésion à la profession de multiplicateurs) n'ont pas permis d'atteindre cet output.

Production semencière et contrôle :

Pour le bananier, à travers les actions de contrôle des maladies institutionnalisées par le volet, sur 1.149.000 rejets proposés par des fournisseurs dans le cadre du DAO bananier du MINAGRIE 2015 financé sur fonds propres du gouvernement, l'ONCCS a trouvé que 1.143.000 rejets étaient conformes. Leur distribution par l'administration en zone rurale a permis la réhabilitation d'environ 1.905 ha.

Pour la pomme de terre, l'ISABU a produit en 2015 un total de 192 t de pré-bases conformes, une quantité suffisante pour satisfaire les besoins de la filière si elle était fonctionnelle. La quantité de semences commerciales produite était de 124 t essentiellement par des privés. 65 t produites en saison B furent conditionnées par l'ONCCS dans des sacs filets scellés et assortis de l'étiquette de certification.

La serre prévue dans le cadre de l'appui d'un second producteur semencier privé n'est pas encore livrée ; un important retard est enregistré suite notamment aux contraintes nées de la situation socio-politique prévalant au Burundi depuis mai 2015.

Pour le maïs, 84 t de semences hybrides ont été importées et vendues. En 2015, l'ONCCS a analysé 48 t de maïs. Ceci, bien que faible par rapport au besoin national théorique, est une évolution positive compte tenu du fait que l'hybride n'a été officiellement lancé qu'en février 2014 par le MINAGRIE. Des flyers synthétisant les essais et résultats encourageants obtenus avec les variétés de maïs hybrides et composites depuis l'année dernière ont été produits.

Pour le riz, 3,2 t de pré-bases ont été produites. 34,7 t de semences de base ont été produites en 2015 et analysées par l'ONCCS (pour un besoin national théorique annuel en bases d'environ 20 t). L'ONCCS n'a analysé que 1,8 t de semences commerciales conformes aux normes.

VRECH : La recherche agronomique produit des résultats et recommandations adaptés aux besoins des utilisateurs

Tableau 3 : récapitulatif des principaux produits VRECH

Sous résultats	Principaux produits
La performance organisationnelle et institutionnelle de	<ul style="list-style-type: none"> • Manuel des procédures administratives et financières de l'ISABU produit • Conception du réseau de communication par internet au siège et dans 4 stations, recrutement de deux informaticiens en cours

l'ISABU est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> • Décret n° 100/202 de la 15/09/2014 portant réorganisation de l'ISABU adopté • Ordonnance ministérielle n°710/1862 de la 28/11/2014 portant organisation des services de l'ISABU – texte d'application du décret de réorganisation de l'ISABU cité ci-dessus • Stratégie de gestion et de développement des ressources humaines de l'ISABU développée • Tableau prévisionnel de l'effectif du personnel de l'ISABU élaboré • Planification stratégique de l'ISABU visant la mise en œuvre du PDRA réalisée • Plan de redéploiement et de recrutement du personnel de l'ISABU élaboré, mise en œuvre commencée • Cadastrage du domaine affecté à l'ISABU • Plans d'action annuels (PAA) 2014 et 2015 élaborés • Appui au (re-)lancement de la cellule « Planification, suivi-évaluation » (PSE) : équipement de bureau et informatique fourni, appui méthodologique en cours • Processus de la mise en place/du lancement des Comités Régionaux de Gestion de la Recherche (CRGR) commencé • Plan de formation du personnel 2015-2017 établi et adopté • Fiches de vulgarisation et des publications scientifiques produites • 4 bulletins agronomiques trimestriels produits
Les capacités de l'ISABU à offrir des services de qualité sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des besoins en appui aux laboratoires • 113 ouvrages acquis et mis à la disposition de la bibliothèque • Manuel de qualité du laboratoire de chimie agricole élaboré • Personnel du laboratoire de chimie agricole formé • Membres du personnel de la bibliothèque formés • Achat des produits pour les laboratoires • Fonds Compétitif de la Recherche Agronomique (FOCRA) mis en place (4 projets de recherche financés) • Carte des sols du Burundi numérisée (coopération avec le Musée Royal d'Afrique Centrale à Tervuren)

Le Volet Recherche / PAIOSA a fourni un appui conceptuel et technique à la réforme de l'ISABU déclenchée par l'adoption du Plan Directeur de la Recherche Agronomique (PDRA) en juin 2011.

Le PDRA a modifié la mission de l'institut et exige par conséquent l'adaptation de son organisation (structures et procédures) à de nouvelles orientations et dispositions lui permettant de rapprocher son action davantage des bénéficiaires de la recherche, notamment par une réorganisation des équipes scientifiques et techniques en cinq (5) nouveaux programmes de recherche, des mécanismes de concertation avec les bénéficiaires au niveau régional et une déconcentration de sa gestion.

La première innovation initiée et appuyée par le Volet Recherche était l'introduction d'une méthodologie et d'outils d'une planification participative basée sur les techniques de visualisation, orientée sur les résultats. L'application de cette nouvelle approche a dans un premier temps facilité l'établissement des plans d'action de l'institut pour plusieurs périodes depuis avril 2013.

Par après, elle a également servi à réaliser pour la première fois une planification stratégique de l'ISABU. Les deux ateliers organisés à cet effet en mai et juillet 2014 ont permis à la direction et aux équipes de chercheurs de déterminer le positionnement thématique et géographique initial de l'institut par rapport au contenu et à la mise en œuvre du PDRA, matérialisé entre autres par le plan de redéploiement et de recrutement du personnel dont la

plupart des prévisions ont entretemps été implémentées par des séries de nominations et affectations.

Sur base de ces planifications, le Volet Recherche a appuyé la direction et les équipes de l'ISABU à piloter la gestion du changement, c'est-à-dire à finaliser le concept et à mettre progressivement en œuvre les différents volets et étapes de sa réforme institutionnelle et organisationnelle, à savoir

- le nouvel organigramme de l'ISABU, traduit par la suite en deux textes réglementaires adoptés par le gouvernement en 2014 (revue du décret du 5 octobre 1989 portant réorganisation de l'ISABU et rédaction d'une ordonnance ministérielle portant organisation des services de l'institut, son principal texte d'application), complétés par un budget et une feuille de route pour la déconcentration ;
- le nouveau manuel de procédures de l'ISABU, mettant l'accent sur la mise en œuvre de la déconcentration et des aspects pratiques liées à cette forme de gestion ;
- les instruments de gestion et de développement des ressources humaines : stratégie, fiches de poste, tableau prévisionnel des effectifs, plan de redéploiement et de recrutement, plan général de formation selon l'approche des parcours d'acquisition des compétences (PAC) ;
- un réseau de communication par internet entre le siège de l'institut et ses stations de recherche (via la fibre optique) pour faciliter l'accès à l'information scientifique et l'informatisation de la gestion déconcentrée (comptabilité etc.) ;
- le cadastrage du domaine affecté à l'ISABU (24 sites à Bujumbura et à l'intérieur du pays) ;
- un concept et des outils de valorisation du patrimoine de l'ISABU, suivant les principes de fonctionnement d'une entreprise privée, prévoyant l'introduction d'un logiciel intégré de gestion (inventaire, plans de maintenance, d'exploitation et d'investissement) – activité suspendue en cours d'exécution ;
- une stratégie et des mécanismes de fonctionnement permettant à l'ISABU d'acquérir et de gérer des moyens financiers de tiers complétant ses moyens d'actions ordinaires provenant de l'Etat, en particulier par la recherche contractuelle ;
- la réhabilitation ou construction d'infrastructures d'accueil pour les équipes affectées aux stations de recherche (raccordement aux réseaux d'électricité et d'eau – travaux réalisés ; maisons / gîtes, installations sanitaires, bureaux – investissement suspendu à l'étape de l'attribution du marché des travaux) et d'infrastructures de recherche et de production (système d'irrigation – travaux réalisés au niveau de la station régionale de recherche du Moso, laboratoire de chimie agricole – investissement suspendu après l'achèvement de l'étude architecturale et du dossier d'appel d'offres, serres aéroponiques – travaux réalisés, système fonctionnel) ;
- l'appui à la mise en place d'un mécanisme de gestion concertée de la recherche – les Comités régionaux de gestion de la recherche (CRGR), facilitant le rapprochement entre chercheurs et bénéficiaires de la recherche dans les différentes zones agro-écologiques du Burundi ;
- la mise en place du Fonds Compétitif de la Recherche Agronomique (FOCRA), y compris un manuel des procédures, et le financement de 4 projets de recherche ;
- la carte des sols numérisée du Burundi (projet réalisé en coopération avec le Musée Royal d'Afrique Centrale à Tervuren).

Sur le plan méthodologique, l'intervention du Volet Recherche a commencé par une phase d'orientation, suivie de trois étapes majeures dégagées au cours de cette phase dont les deux premières ont été réalisées successivement et par ordre de priorité :

- l'élaboration, l'adoption et l'application successive du cadre légal et réglementaire déterminant l'organisation de l'ISABU en termes de structures et procédures ;

- une planification stratégique de l'institut ayant produit les éléments essentiels pour le positionnement / redéploiement des ressources humaines, combinée avec l'élaboration de la stratégie de gestion et de développement des ressources humaines ;
- l'élaboration et l'application d'une stratégie et des outils de gestion et de valorisation du patrimoine de l'ISABU. Cette dernière étape n'a plus pu être franchie du fait de la suspension de la coopération avec l'institut.

Des efforts, surtout matériels, en matière de capacité à produire des semences de base de qualité ont été déployés, mais certaines réalisations se sont heurtées à des obstacles en dehors du contrôle de la composante (problèmes décisionnels et de passation de marché, notamment). Il convient de noter que l'état actuel de développement des filières semencières ne serait pas en mesure d'absorber et valoriser des semences de base en grande quantité (sauf pomme de terre).

2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

A la différence des projets classiques, l'atteinte des objectifs/résultats du PAIOSA, du fait de leur ambition et de leur caractère institutionnel, est prévue sur une durée plus large que celle habituellement accordée aux projets (sans toutefois abandonner une gestion « axée résultats »). Le programme est conçu comme une succession de tranches de financements et d'interventions venant se compléter et se prolonger (PAIOSA 2 et 3).

L'échelle temporelle adoptée pour le programme rend difficile la mise en œuvre d'un raisonnement évaluatif classique qui compare objectifs et résultats atteints, dès lors qu'il est entendu que les objectifs de haut de cadre logique ne pourront être atteints que grâce aux phases successives, et donc que les objectifs revêtent un caractère partiellement indicatif.

Outcome1 : Les capacités du MINAGRIE à assurer ses fonctions régaliennes sont améliorées

Comme le prévoyait le DTF, le volet VAIM a accompagné les grandes problématiques qui gravitent autour du PNIA. Cette bonne couverture de l'ensemble des problématiques et domaines ont contribué à améliorer l'efficacité du MINAGRIE dans les domaines appuyés.

L'intervention a cherché à accompagner les structures en place, sans se substituer aux cadres nationaux pour la réalisation des tâches qui leur sont assignées, en considérant une assistance technique très pointue techniquement, capable de donner des orientations thématiques poussées et d'assurer un suivi rapproché des activités. Cette démarche de formation par l'action et par l'accompagnement (faire – faire et non substitution) a initié un réel renforcement des capacités des cadres impliqués à différents niveaux, même si elle entraîne un avancement très lent vers l'atteinte des résultats. L'ancrage positif du VAIM au sein du MINAGRIE et la dynamique de réforme institutionnelle ont constitué de réelles opportunités pour atteindre l'outcome.

Néanmoins, on peut regretter, pour cette première tranche PAIOSA, un certain déséquilibre entre les actions menées au centre (capitale) par rapport aux régions, avec un risque de limitation de l'efficacité des mesures d'organisation concentrées sur l'administration centrale.

Par ailleurs, on reste dans un contexte difficile, qui limite ou ralentit l'obtention des résultats poursuivis : faiblesses institutionnelles majeures (motivation du personnel, moyens matériels, outils méthodologiques, forte centralisation...) et qui entraîne la nécessité d'une forte composante matérielle.

Outcome2 : La production et l'utilisation des semences et plants de qualité sont augmentées

D'une façon générale, les actions engagées par le VSEM se caractérisent par une faible visibilité en matière « d'augmentation de la production et l'utilisation de semences et plants de qualité », hors l'action de promotion engagée pour le maïs hybride (600 démonstrations au travers du pays) et dans une certaine mesure pour la filière pomme de terre, faute de certains outils de base (plans prospectifs par filières, systèmes d'information, connaissance des acteurs, systèmes de mesure de la demande et les flux).

Outcome3 : La recherche agronomique produit des résultats et recommandations adaptés aux besoins des utilisateurs

Sur base de l'introduction d'une méthodologie et d'outils d'une planification participative, et de la planification stratégique qui en a découlé, le VRECH a appuyé la direction et les équipes de l'ISABU à piloter la gestion du changement, c'est-à-dire à finaliser le concept et à mettre progressivement en œuvre les différents volets et étapes de sa réforme institutionnelle et organisationnelle. A travers les opérations de réforme engagées ainsi qu'avec l'introduction de la culture de redevabilité au sein de l'ISABU, le PAIOSA a fourni une contribution importante à la modernisation de l'institut qui devrait fondamentalement changer son identité et son image.

2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?⁴

- Des faiblesses institutionnelles majeures (motivation du personnel réduite notamment pour les conditions de rémunération, moyens matériels limités, outils méthodologiques peu disponibles, forte centralisation du processus de décision administrative...). Le PAIOSA a adopté un système de contractualisation (primes à la performance), qui, dans le contexte observé, reste une condition indispensable à tout progrès, en levant le premier problème : la faible implication et motivation des agents dans un contexte de faibles rémunération et, souvent, d'absence de parcours individuels et de perspectives d'évolution professionnelle.
- Importants retards dans la promulgation des textes d'application de la loi semencière qui ont des répercussions sur la mise en œuvre de certaines activités. Sans la promulgation des règlements de production et des normes de qualité semencières, i) il est difficile de produire de semences de qualité vu l'absence de redevabilité des multiplicateurs et ii) la construction du laboratoire national ONCCS n'a pas pu être réalisée.
- Dégradation du contexte politique et sécuritaire ayant entraîné un ralentissement progressif puis une suspension de l'appui institutionnel constituant l'essentiel des activités PAIOSA 1. Un screening de toutes les activités en cours a été réalisé entre juin et août 2015. une reformulation du Cadre Logique du Programme a été réalisée et validée et un dispositif organisationnel adapté en conséquence. En particulier, de nouveaux appuis aux organisations de la société civile qui interviennent dans le domaine agricole et dans les provinces d'intervention du PAIOSA ont été identifiés et formulés en collaboration avec certaines ONG et faitières paysannes.

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

La modalité d'appui de formation-action sur le tas par accompagnement quotidien et apprentissage en commun des cadres du programme PAIOSA (« faire – faire ») a initié un réel renforcement des capacités des cadres impliqués à différents niveaux, même si elle entraîne un avancement très lent vers l'atteinte des résultats.

⁴ Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

L'outil de « contractualisation à la performance », dans un contexte actuel de faiblesse des rémunérations et le blocage de la réforme de la fonction publique, était à court terme un facteur majeur d'atteinte des résultats poursuivis. Mais sa mise en œuvre s'est accompagné de nombreux effets secondaires :

- nombreux problèmes de nature strictement technique : modes d'attribution, « structures orphelines », grille de répartition et grille de notation des performances, ...
- très forte charge de travail pour le personnel chargé de sa gestion, et peut finir de ce fait par être considéré comme une fin et non comme un simple moyen
- risque de détourner les personnels des activités n'entrant pas dans ce cadre : risque de privilégier les fonctions régaliennes bénéficiant de contrats au détriment des autres et/ou de délaissement d'un certain nombre de tâches importantes mais non prises en compte dans le dispositif de contractualisation au profit de celles qui le sont

Mais principalement, son efficacité reste entièrement soumise à la disponibilité de financements extérieurs et à l'adoption / harmonisation future avec les autres partenaires PTF, ONG etc..., ce qui limite fortement l'intérêt de poursuivre dans cette voie. La question (et les solutions) dépassent le cadre du PAIOSA.

L'ENAB, initiée avec des moyens financiers externes, a débouché sur un dispositif permanent et institutionnalisé de collecte annuelle des variables conjoncturelles (superficie emblavée, rendements, production, quantités d'engrais utilisées, dénombrement du cheptel des familles...). Ce niveau de pérennisation de l'ENAB n'a été possible qu'avec un engagement financier conséquent de la part du Gouvernement et avec une implication forte des cadres déconcentrés du MINAGRIE (supervision, contrôle et collecte des données).

Le Fonds Compétitif de la Recherche Agronomique (FOCRA) n'a suscité qu'un intérêt très limité de la part des chercheurs, de par la complexité des procédures de soumission et la faible attractivité des allocations financières.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

Selon les données de l'ENAB, la population burundaise agricole est estimée à 8.212.668 personnes dont 52,3% sont de sexe féminin. En outre, près de 23 % des ménages agricoles sont dirigés par des femmes. La femme est activement impliquée dans toutes les opérations culturelles à savoir le labour, le semis, le sarclage, le transport, la conservation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Par contre, l'accès et le contrôle des bénéfices du secteur par la femme reste problématique.

Conscient de cette situation, le programme PAIOSA privilégie l'implication des femmes dans les activités mises en œuvre. A titre d'exemple, au cours de l'année 2015, le programme (PAIOSA 1 et 2) a touché près de 28.000 bénéficiaires directs dont 40 % étaient de sexe féminin.

Au niveau du renforcement des capacités des partenaires dans la prise en charge de la dimension genre, le PAIOSA a appuyé le MINAGRIE à élaborer un plan d'action genre. Les principales actions qui constituent actuellement la préoccupation des services gestion des ressources humaines sont :

- Favoriser l'équilibre genre dans la programmation, la prise de décision et la mise en œuvre des actions entreprises par le ministère
- Promouvoir des cadres de dialogue sur les questions de genre
- Promouvoir un environnement de travail tenant compte de la dimension genre.

Au niveau du PAIOSA, les lignes directrices tracées depuis le début de la mise du programme dans le domaine sont :

- Favoriser un accès équitable aux biens et services mis à disposition des acteurs par le programme

- Mise en place d'un suivi-évaluation sexo-spécifique du PAIOSA et du secteur agricole
- Appuyer les institutions partenaires à mettre en place un plan d'action genre
- Favoriser des conditions de travail adaptées aux spécificités et équilibres de genre.

Le PAIOSA 1 a accompagné le MINAGRIE dans la formulation et la diffusion de nombreux documents de stratégie, s'assurant notamment de la prise en compte des thématiques transversales telles que genre, protection de l'environnement, adaptation aux changements climatiques, jeunes... En particulier :

- L'ENAB intègre une série de variables sexo-spécifiques pour caractériser le secteur agricole
- Stratégie sous sectorielle « Protection des bassins versants et aménagement des marais »
- Révision et actualisation SAN et PNIA 2016 – 2020
- Elaboration des PPIA
- Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Elevage
- Vision institutionnelle MINAGRIE
- Elaboration de la stratégie sous sectorielle OPA...

La prise en compte de la protection de l'environnement est évidemment plus marquée dans le volet développement agricole, objet de la tranche PAIOSA 2. Le VAIM a cherché à encourager la participation active du ministère en charge de l'environnement, ou de celui du développement communal et de l'aménagement du territoire, au GSADR et aux groupes thématiques associés (notamment, par exemple Eau et assainissement), mais ce processus s'est avéré insuffisant et mérite d'être encore renforcé.

2.2.8 Dans quelle mesure le S/E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

Vu l'ampleur du PAIOSA, une attention particulière et des ressources conséquentes ont été allouées au système de S/E :

- Une Cellule Suivi-Evaluation (CSE) positionnée au sein de l'UAC, avec 2 personnels nationaux (un responsable et un adjoint) ;
- Un AT (AT S/E VAIM à hauteur de 10% de son temps)
- Une expertise perlée confiée au bureau IRAM (88 h/j en 8 missions d'appui à la CSE) ;
- Une étude baseline ;
- La désignation de points focaux S/E dans chacun des volets du PAIOSA.

Le dispositif de suivi-évaluation a été construit au travers d'une démarche participative, associant la coordination, la CSE et les équipes aux différentes phases, de manière à faciliter son appropriation. Cependant, en raison de la formulation ambitieuse du cadre logique⁵, de la genèse du PAIOSA issu de 6 projets distincts, et du turn-over des équipes, quelques indicateurs d'output et d'outcome ont parfois été perçus comme éloignés des activités menées.

La CSE s'est appropriée le dispositif et a élaboré différents outils (ligne de base, batterie d'indicateurs, dictionnaire, fiches de recueil décentralisé, BD Excel PAIOSA_Data pour la consolidation des données au niveau central, publication des indicateurs / valeurs cibles, tableau de bord,...), animé plusieurs ateliers et assuré la production des tableaux de bord et rapports.

Le dispositif de S/E a plutôt bien joué son rôle de redevabilité en participant activement à l'élaboration des rapports annuels du Programme et en utilisant les informations liées aux indicateurs. Il semble que le rôle autour du pilotage du Programme soit plus controversé. Toutefois, le dispositif S/E alimente l'UAC et les SMCL en informations permettant d'orienter le

⁵ L'évaluation à mi-parcours a souligné la conception particulière du cadre logique dans la relation causale et la formulation ambitieuse des objectifs, résultats et sous-résultats.

Programme. La troisième dimension du S/E, l'apprentissage, se met en place et sera valorisée par la suite : une première liste de thèmes de capitalisation ont été identifiés au sein de chacun des volets et les premières notes sont en cours de préparation.

A noter une difficulté particulière en termes de mesure des changements induits par l'appui institutionnel. Les aspects liés au renforcement de capacités sont relativement complexes à appréhender car les évolutions s'expriment différemment d'une structure / individu à l'autre et ne sont pas linéaires. Il est ainsi généralement complexe d'identifier un indicateur censé le mesurer. Des méthodes d'évaluation existent (outcome mapping...), mais sont trop exigeantes et trop contraignantes en temps et en moyens dans le contexte du MINAGRIE.

Le volet VAIM a donc développé une démarche visant 1) à établir de manière consensuelle les changements attendus au niveau des structures appuyées et 2) à « mesurer » les changements obtenus au moyens de critères (quantitatifs ou non) associés. Des séances de notations, associant les différentes parties (cadres du Ministère / OP et PAIOSA), permettent d'adjudger par consensus une note à chaque critère, puis une note finale d'ensemble. Si les notes ainsi obtenues restent en partie subjectives, cet exercice annuel de notation impose néanmoins des échanges réguliers entre partenaires sur la perception des progrès réalisés et facilite ainsi le pilotage du volet.

Les évaluations à mi-parcours, les missions d'audit et de backstopping qui les accompagnaient, ont permis au PAIOSA de réagir au mieux et de façon relativement flexible aux évolutions des contextes politique et opérationnel (signature de PAIOSA 3 en avril 2015) pour l'atteinte des objectifs (voir chapitre 1.2).

Il convient maintenant de réviser le dispositif de S/E du PAIOSA en cohérence avec le nouveau cadre logique (PAIOSA 2 et 3), et aboutir à une plus forte implication des antennes et pools dans le dispositif de S/E, tout en étant ancré dans le suivi sectoriel.

3 Durabilité

Dans le présent chapitre, les interventions doivent, en répondant aux questions infra, décrire de quelle manière les résultats atteints seront pérennisés et si une stratégie de sortie spécifique a été mise au point afin d'y veiller.

Le programme s'inscrit dans un processus d'appui long terme et est actuellement prévu jusqu'en 2019 ; le PAIOSA 1 ne constituait qu'une première tranche de sa mise en œuvre. Il est dès lors prématuré à ce stade de parler de durabilité et de stratégie de sortie.

Ce chapitre ne sera donc pas développé outre mesure. Nous souhaitons néanmoins attirer l'attention sur les aspects suivants :

- Les processus de renforcement des capacités ont été initiés et sont en voie de perfectionnement. Leur consolidation jusqu'à la fin de cette phase du PAIOSA et au-delà (PAIOSA 3) sera indispensable dans une optique de résultats pérennes. De ce point de vue, la suspension actuelle des appuis institutionnels aux structures étatiques est contraignante.
- Malgré les remaniements au niveau des certaines autorités (Ministre et Secrétaire Permanent) et l'arrêt des réunions des SMCL, le PAIOSA continue d'être soutenu par le MINAGRIE. La restructuration du PAIOSA a d'ailleurs été préparée avec la participation active de la part des instances techniques du Ministère.
- Ces réactions positives, qui témoignent d'un bon degré d'appropriation des actions du PAIOSA de la part du MINAGRIE, seront mises à l'épreuve à court terme suite à la décision du Gouvernement burundais d'utiliser le fonds de contrepartie pour pallier aux suspensions des appuis institutionnels. Il pourrait ainsi assurer une période de transition afin de conserver certains acquis ainsi que des ressources humaines importantes.
- Au niveau des provinces d'intervention, la durabilité des actions du PAIOSA passe tout d'abord par l'appropriation de la part des bénéficiaires (d'autant plus avec PAIOSA 2 et 3) : le renforcement des compétences des organisations de la société civile (OP et ONG) constitue une priorité pour garantir la durabilité des actions. Mais l'implication des autorités locales, tant administratives que techniques, dans leur rôle de coordination et de portage des interventions reste également cruciale. Dans le contexte de suspension des appuis directs aux services étatiques, de nouvelles modalités de collaboration doivent être définies avec les administrateurs des provinces, communes et les DPAE.
- Enfin, en ce qui concerne le secteur semences, les ordonnances ministérielles portant sur le règlement de production semencière, les normes de qualité et les critères d'adhésion à la profession de multiplicateur semencier n'ont toujours pas été signées. Cela nécessite que le PAIOSA revoie sa stratégie d'intervention dans le domaine pour se concentrer sur la production et l'accessibilité des semences de qualité pour les paysans dans les zones d'intervention du Programme.

4 Apprentissage

4.1 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Certains dossiers se sont révélés très sensibles (notamment la stratégie sous sectorielle OPA et la vision institutionnelle du MINAGRIE) et nécessitent de longs « dialogues » entre les parties prenantes, ce qui sort du champ de contrôle du PAIOSA.	MINAGRIE
La qualité de rapportage et d'analyse des données agricoles et de planification, suivi et évaluation reste encore insuffisante. Il existe un besoin de renforcement des capacités analytiques des cadres du MINAGRIE dans ce domaine (au niveau provincial et national). Des formations étaient prévues en 2015 mais marché suspendu.	Intervention, MINAGRIE
La faible adhésion des parties prenantes au partage de l'information rend difficile l'élaboration d'un système « dynamique » d'information et de communication agricole.	MINAGRIE, PTF
Il existe un problème de coordination au niveau du rapportage, qui nécessite des efforts d'harmonisation des rapports et des plans d'action des différents services et centres de responsabilité.	MINAGRIE
Beaucoup d'AE aboutissent à des résultats, mais la satisfaction des partenaires (en termes de motivation) reste insuffisante (selon enquête qualitative « contractualisation »).	Intervention, CTB
Nécessité de systématisation des fiches d'activités au préalable à leur opérationnalisation	Intervention, MINAGRIE, ISABU, ONCCS
Nécessité d'améliorer de manière structurelle les outils de communication interne	Intervention, MINAGRIE, ISABU, ONCCS
Nécessité d'une harmonisation des pratiques de gestion des 5 partenaires principaux qui appuient institutionnellement le MINAGRIE (per diem, incitations,...) et à moyen terme d'évoluer vers une cellule commune d'appui (FIDA-FAO-PB-UE-CTB)	Intervention, MINAGRIE, PTF
Nécessité de trouver les meilleurs équilibres entre autonomie des centres d'engagement déconcentrés et les services d'appui centraux	Intervention, MINAGRIE, OP, ISABU
Distinguer clairement le suivi du PAIOSA par une plus forte implication des volets dans le dispositif de S/E, tout en étant ancré dans le suivi sectoriel et pondérer mieux les poids entre les différents axes d'intervention PAIOSA	Intervention, départements du partenaire, CTB
Des appuis méthodologiques, matériels et financiers importants seront toujours requis pour l'ENAB lorsqu'on sortira des exercices routiniers (pour actualisation des variables structurelles, renouvellement des bases de sondage ou modules thématiques additionnels).	Intervention, DSIA
Manque de motivation de la part des partenaires déconcentrés (DPAE), suite à la suspension des primes structurelles. Le PAIOSA doit pouvoir continuer à collaborer avec ses partenaires dans de bonnes conditions.	Représentation, Siège
Faible leadership et manque de suivi responsable des activités du programme de la part des DPAE : nécessité de formation des services DPAE	EST, formulateurs, intervention
En Province, une bonne collaboration / communication avec le partenaire, les autorités provinciales et communales, les autres intervenants est essentielle. Il est urgent de pouvoir signer des contrats de subsides nous permettant de faire appel à des compétences locales pour mener à bien des "chantiers" spécifiques avec ces compétences locales.	Siège, UAC
Les activités prioritaires dans la recherche développement doivent être identifiées avec les bénéficiaires (échanges entre chercheurs et producteurs)	UAC, antennes, ISABU
L'absence de remise-reprise des activités du volet semences a considérablement freiné le programme dans la mise en œuvre des actions dans ce domaine, et est contraignante pour le résultat attendu d'augmentation potentielle de la production dans les antennes.	Représentation, UAC
SE - Certains indicateurs retenus en début de programme ne sont plus d'actualité et sont à revoir pour PAIOSA 3	UAC, CSE, antennes

4.2 Recommandations

Recommandations	Source	Public cible
Pour la suite de la mise en œuvre de PAIOSA 2 et 3		
Étendre l'appui institutionnel et organisationnel du PAIOSA aux institutions non-étatiques (OP, faitières) – mise en place d'un « Pool Gouvernance » au sein du programme	2.2.2 3	Coordination / UAC
Réviser le dispositif de S/E du PAIOSA en cohérence avec le nouveau cadre logique, et aboutir à une plus forte implication des antennes et pools dans le dispositif de S/E, tout en étant ancré dans le suivi sectoriel	2.2.8	UAC / CSE
S'il doit être poursuivi, conduire une évaluation du système de contractualisation, de son incidence sur la motivation réelle des agents et sur les possibilités / nécessités de sa pérennisation	2.2.5	Siège
Développer les dispositifs d'information et de communication agricoles par et pour les OP et producteurs de base	2.2.3	Pool gouvernance, antennes, avec appui CSE
Définir de nouvelles modalités de collaboration avec les DPAE et l'administration locale pour mener à bien les "chantiers" spécifiques dans les antennes, et s'assurer de l'appropriation des résultats par les bénéficiaires	3	Siège, RR, UAC
Mobiliser des ressources et des outils pour l'amélioration de la communication interne	4.1	UAC
Pour une éventuelle reprise des appuis institutionnels		
Dès que les conditions politiques le permettent, reprendre la coopération avec l'ISABU, suivant la conception initiale du PAIOSA, en tenant compte du rôle important de la recherche agronomique pour le développement du secteur de l'agriculture et de l'élevage au Burundi	2.2.3	Siège, CTB
Poursuivre la partie de l'appui institutionnel à l'ISABU qui n'a plus pu être réalisé à cause de la suspension de la coopération avec les institutions étatiques burundaises, à savoir le renforcement de la gestion et valorisation du patrimoine de l'institut	2.2.3	Siège, CTB
Dans le même cadre, appuyer l'ISABU dans le domaine de la gestion et du développement des ressources humaines ainsi que dans celui du domaine transversal « Planification, suivi et évaluation » (PSE) et finalement de la recherche contractuelle, potentiel important d'une augmentation des recettes (= du budget) de l'institut.	2.2.3	Siège, CTB
Prioriser l'appui pour le développement d'une centrale d'informations agricoles (en principe au sein du MINAGRIE) avec le développement des bases de données et des systèmes d'informations, notamment les outils cartographiques / SIG géo référencé. Si possible, finaliser le projet de coopération déléguée avec l'UE (ASICA suspendu actuellement), devant permettre d'assurer la continuité des appuis PROSANUT (SIM - Suivi permanent du déroulement de la campagne agricole), à partir de 2017.	2.2.3	Siège, CTB
Capitalisation		
Tirer profit du contexte actuel de travail pour réfléchir et développer des éléments de capitalisation des principales activités (en identifiant les publics cibles, les messages clés intéressants,...)	2.2.8	Volets

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

1 Suivi des décisions prises par la SMCL

1. SMCL du 28 juin 2011

- PAIOSA intègre progressivement les 6 projets existants :
 - PAI MINAGRIE et RAFS sont intégrés ; l'intégration de PADAP KIRUNDO et PAI ISABU est en cours
 - Les engagements non clôturés sont en cours de reprise par PAIOSA (101.950 € RAFS)
 - Les reliquats des projets seront transférés au PAIOSA (estimation : 556.800 € + 101.950 € RAFS et 82.570 € PAIM)
 - Le personnel national des projets évalués positivement est repris par le PAIOSA (2 FO, 1 secrétaire comptable, 1 ingénieur civil et 4 chauffeurs sont actuellement repris)
 - PAIOSA reprend les immobilisés des projets (178.819 € RAFS et 69.417 € PAIM)
- Activités de démarrage VAIM
 - 1.960.000 € ont été affecté pour le co-financement de l'enquête agricole dont 250.000 € transférés du mode cogestion au mode régie pour le recrutement de l'expertise internationale
 - Une étude sur la contractualisation des agents du MINAGRIE a été réalisée
- Activités de démarrage VSEM
 - Le financement du laboratoire ONCCS est intégré au planning PAIOSA
 - Une expertise d'encadrement des multiplicateurs privés est recrutée
 - Le transfert du siège du volet vers Bujumbura est en cours

2. SMCL du 21 novembre 2011

- Mise en place de l'organisation fonctionnelle du programme dont le board, la mutualisation des services adm/fin/marchés publics, comités techniques VSEM, VAIM et VRECH. A noter que les mandats proposés n'ont toujours pas été transmis par la CTB au coordinateur adjoint.
- Mise en place de la délégation de gestion du VRECH du PAIOSA 1 à la Direction d'intervention du projet PAI ISABU. A noter que le cumul de gestion des 2 interventions a un impact important sur la mise en œuvre du VRECH.
- Dans l'attente de l'effectivité des transferts de reliquats, intégration au PAIOSA 1 des activités liées aux reliquats et soldes d'engagements des projets RAFS, PAI et APIP.
- Mise en œuvre des mécanismes de contractualisation selon le phasage proposé : contrats de chantiers, contrats des responsables de volets et coordinateur projet, démarrage des contrats structurels dans les DPAE
- Modifications budgétaires intégrées aux outils de gestion des finances du programme.

A partir d'ici, les SMCL concernent tant PAIOSA 1 que PAIOSA 2. Ne sont reprises ci-dessous que les décisions intéressant PAIOSA 1.

3. SMCL du 20 juin 2012

- Validation du planning actualisé
- Validation des propositions organisationnelles : organigramme, organisation fonctionnelle VDEVA, plan d'action finances rurales, marchés VRECH, ancrage institutionnel VSEM dans ONCCS, recrutement AT perlé GR, propositions liées au démarrage antenne BUGESERA, à la transition avec APV RUYIGI, PADAP Cibitoke et PAIOSA
- L'ancrage institutionnel du VSEM est l'ONCCS et la responsabilité du volet sera assurée par le DG de l'ONCCS
- Validation de la modification budgétaire
- Approbation du dictionnaire des indicateurs
- Contractualisation à la performance : statut d'imposition des primes (discussions MINAGRIE-OBR en cours et financement des coûts d'imposition au travers du budget de contrepartie)
- Contractualisation à la performance : le passage à la phase 4 n'a pas donné lieu à des contrats avec DGMVA, DGA, et DGPÆ en raison de la non-réception du plan 2013 qui devait servir de support à l'élaboration du contrat

4. SMCL du 30 octobre 2012

- Approbation du dictionnaire des indicateurs objectivement vérifiables du PAIOSA qui feront l'objet de l'établissement de la baseline.

5. SMCL du 12 février 2013

- Validation du planning 2013 et du rapport 2012
- Validation du manuel de fonctionnement du programme
- Validation des propositions d'affectation des reliquats PAI ISABU et APIP et mandat donné au PAIOSA de développer les mini-DTF y relatifs.
- Validation des propositions de recrutements d'experts internationaux GR et ingénierie social ainsi que de la prolongation de l'expert international en suivi-évaluation
- Mise en place d'une taskforce Contractualisation sous pilotage DRH pour une meilleure institutionnalisation des systèmes de contractualisation à la performance au sein du MINAGRIE avec l'objectif d'une gestion du système de contractualisation par le MINAGRIE d'ici le mois de mai 2013.

6. SMCL du 03 juillet 2013

- Mise en place d'une taskforce Contractualisation sous pilotage SP pour une meilleure institutionnalisation des systèmes de contractualisation à la performance au sein du MINAGRIE avec l'objectif d'une gestion du système de contractualisation par le MINAGRIE d'ici le 15 août 2013.
- Mobilisation de moyens sur budget du gouvernement du Burundi pour les frais de fonctionnement de l'ONCCS, la maintenance des infrastructures de l'ISABU et la pérennisation de l'enquête agricole.

7. SMCL du 05 décembre 2013

- Gestion des priorités par concentration du VAIM et VRECH sur des gros dossiers prioritaires en améliorant l'accompagnement continu des porteurs de dossiers au sein des institutions.
- Mobilisation d'un ATN recherche pour l'accompagnement des équipes de recherche dans la préparation des initiatives FOCRA.
- Approbation de rééquilibrage budgétaire pour des transferts internes au sein des volets VAIM et VSEM.

8. SMCL du 28 janvier 2014

- Validation du planning 2014 et du rapport 2013
- Validation des TDR pour l'évaluation mi-parcours des appuis institutionnels
- Validation du calendrier des étapes pour l'aboutissement d'un partenariat de cofinancement des Pays-Bas au développement de la Recherche Action Participative (RAP). Signature de l'Accord de Financement prévue fin juin 2014.

9. Résolution écrite de la SMCL du 2 avril 2014

- Validation d'une proposition d'avenant n°3 au DTF concernant l'ajout budgétaire de 83.856,29 € à recevoir du Projet d'Appui Institutionnel au MINAGRIE

10. SMCL du 4 juin 2014

- En ce qui concerne l'harmonisation des pratiques d'incitation financière par le MINAGRIE (feuille de route) sur l'institutionnalisation de la contractualisation, la CTB facilite la concertation entre les bailleurs UE et SNU autour d'un code de conduite en matière d'harmonisation des « primes » (étude en cours sous pilotage UE Burundi) + proposition des TDR Evaluation et Capitalisation contractualisation à la Performance sous pilotage Min Fonction publique.
- Ordonnance ministérielle pour la réorganisation de l'ISABU a été signée. Celle relative à l'ONCCS est toujours en attente mais le SP MINAGRIE a informé la SMCL qu'il y a un suivi et que « bientôt » cette ordonnance pourrait être signée.
- (Non-)Signature PAIOSA 3 : prioriser sur PAIOSA 1&2 certaines activités initialement prévues sur PAIOSA 3 : travaux d'aménagements des périmètres irrigués IMBO, démarrage des appuis à la Direction du Génie Rural, et démarrage des Champs Ecole Paysans. Il sera décidé quelles activités de PAIOSA 1&2 sont à annuler. Entretemps, un réaménagement budgétaire avec mobilisation de la réserve a été approuvé en SMCL administrative de novembre 2014 pour assurer la mise en place des équipes jusqu' en 2015 et jusqu' à fin 2016 pour l'UAC sur le budget PAIOSA 1&2.

11. SMCL du 9 décembre 2014

- La SMCL approuve les TDR sur l'évaluation et la capitalisation de la contractualisation à la performance dans le secteur de l'Agriculture et de la Santé Optimiser organisation interne du PAIOSA (cofinancement PAIOSA – PAISS)
- Décision de relancer le marché public Labo ONCCS (éventuellement en législation belge)
- Mettre en œuvre la partie formation GR du plan de formation sous coordination du VAIM (en collaboration avec PAORC)
- Approbation du scénario pour la formulation d'un projet « informations agricoles » en coopération déléguée de l'UE à PAIOSA CTB

En 2015, les SMCL ont été suspendues à cause du contexte politique du pays et des décisions conséquentes du Gouvernement Belge. Toutefois, en décembre 2015, suite aux nouvelles instructions de l'Ambassade de Belgique, un Comité de Concertation Technique (CCT) a eu lieu (le 14 décembre) pour avis technique sur la restructuration du Cadre Logique du PAIOSA.

2 Dépenses

EXECUTION BUDGETAIRE au 30 novembre 2015

				Mode d'exéc	Budget N01 (€)	Total dépenses (€)	Engagements 2016 (€)	Solde (€)
A	0	0	UAC - Activités	0	1.045.400	893.726	0	151.674
A	01	0	Coordination du programme	0	866.400	790.608	0	75.792
A	02	0	Dispositif de suivi et de capitalisation	0	179.000	103.118	0	75.882
A	03	0	Mobilisation d'expertises stratégiques	0	0	0	0	0
A	04	0	Appuis aux acteurs non étatiques	0	0	0	0	0
B	0	0	UAC - Frais généraux	0	2.404.836	2.060.875	0	343.961
B	01	0	Frais de personnel - Équipe finance et administration	0	1.506.668	1.458.247	0	48.421
B	02	0	Investissements - Véhicules	0	106.609	88.314	0	18.294
B	03	0	Investissements - Équipement et aménagement de bureau	0	102.693	44.322	0	58.371
B	04	0	Investissements - Équipement IT	0	30.877	30.532	0	345
B	05	0	Frais de fonctionnement	0	657.989	439.460	0	218.529
C	0	0	VAIM - Activités	0	5.113.514	4.618.721	60.182	434.612
C	01	0	Capacités de planification et de programmation	0	269.734	206.830	0	62.904
C	02	0	Frais de personnel - Équipe technique-cellule expertise	0	419.577	319.148	39.082	61.347
C	03	0	Capacités de suivi-évaluation et de capitalisation - Mise en place du dispositif d'évaluation	0	81.350	66.049	0	15.301
C	04	0	Capacités de suivi-évaluation et de capitalisation - Actualisation des enquêtes agricoles	0	1.955.287	1.947.471	0	7.816
C	05	0	Capacités de coordination	0	182.747	128.884	0	53.863
C	06	0	Capacités organisationnelles et humaines - A111 Gestion des ressources humaines	0	150.212	94.042	0	56.170
C	07	0	Capacités organisationnelles et humaines - A112 Appuyer la réorganisation des services	0	141.109	140.948	0	161
C	08	0	Supports de communication et systèmes d'information	0	309.827	240.927	21.100	47.800
C	09	0	Capacités des DPAE	0	0	0	0	0
C	10	0	Expertises d'appui	0	1.603.671	1.474.421	0	129.250
D	0	0	VAIM - Frais généraux	0	211.131	170.197	0	40.934
D	01	0	Frais de personnel - Directeur national	0	48.000	25.141	0	22.859
D	02	0	Frais de personnel - Équipe finance et administration	0	9.381	9.380	0	1

				Mode d'exéc	Budget N01 (€)	Total dépenses (€)	Engagements 2016 (€)	Solde (€)
D	03	0	Autres frais de personnel	0	11.084	8.528	0	2.556
D	04	0	Investissements	0	54.858	54.585	0	273
D	05	0	Frais de fonctionnement	0	87.808	72.564	0	15.244
E	0	0	VSEM- Activités	0	2.291.373	1.643.134	45.903	602.336
E	01	0	Appui au MINAGRIE - Finalisation des dispositions légales	0	0	0	0	0
E	02	0	Appui au MINAGRIE - Renforcement du CNS et DPSP (SNS)	0	208.506	205.762	0	2.744
E	03	0	Appui au MINAGRIE - Appuis au ONCCS (SOCCS)	0	1.069.135	589.925	12.895	466.315
E	04	0	Appui au MINAGRIE - Renforcement CTNHV (CTNVH)	0	33.600	28.539	0	5.061
E	05	0	Appui au MINAGRIE - Études	0	0	0	0	0
E	06	0	Appui au MINAGRIE - Équipement	0	29.300	29.226	0	74
E	07	0	Implication du secteur privé dans la filière semencière	0	85.869	73.283	0	12.586
E	08	0	Organisations professionnelles dans secteur semencier	0	255.442	242.884	0	12.558
E	09	0	Prestations intellectuelles en appui à la mise en œuvre	0	609.521	473.515	33.008	102.998
F	0	0	VSEM - Moyens généraux	0	1.075.761	1.048.653	0	27.108
F	01	0	Frais de personnel - Assistant technique	0	708.612	695.423	0	13.189
F	02	0	Frais de personnel - Directeur national	0	28.000	25.407	0	2.593
F	03	0	Frais de personnel - Équipe finance et administration	0	7.875	7.874	0	1
F	04	0	Frais de personnel - Équipe technique	0	106.494	102.150	0	4.344
F	05	0	Investissements - Véhicules	0	70.683	69.215	0	1.468
F	06	0	Frais de fonctionnement	0	154.097	148.583	0	5.514
G	0	0	VREC- Activités	0	877.000	281.176	0	595.824
G	01	0	Renforcement Capacités Organisationnelles ISABU - A151 Renforcer les capacités de gestion	0	0	0	0	0
G	02	0	Capacités ISABU pour amélioration de la qualité des semences	0	0			0
G	03	0	Capacités d'offre des services	0	0	0	0	0
G	04	0	Expertises stratégiques	0	148.000	31.415	0	116.585
G	05	0	Performance institutionnelle/organisationnelle de l'ISABU	0	234.500	12.976	0	221.524
G	06	0	R02 - Mise en œuvre des programmes de recherche prioritaires du PDRA	0	0	0	0	0
G	07	0	R03 - Amélioration des services d'appui à la recherche et de la production de semences	0	494.500	236.786	0	257.714
H	0	0	VREC - Frais généraux	0	53.000	25.157	0	27.843
H	01	0	Frais de fonctionnement	0	53.000	25.157	0	27.843

				Mode d'exéc	Budget N01 (€)	Total dépenses (€)	Engagements 2016 (€)	Solde (€)
H	02	0	Frais de personnel	0	0	0	0	0
H	03	0	Investissements	0	0	0	0	0
X	0	0	Volet - Réserves		300.000	0	0	300.000
X	01	0	Réserves		300.000	0	0	300.000
Z	0	0	Volet - Moyens généraux		428.500	109.741	10.055	308.704
Z	01	0	Audit et Suivi et Évaluation		428.500	109.741	10.055	308.704

TOTAL UAC	A + B	3.450.236	2.954.601	0	495.635
TOTAL VAIM	C + D	5.324.645	4.788.918	60.182	475.545
TOTAL VSEM	E + F	3.367.134	2.691.787	45.903	629.444
TOTAL VRECH	G + H	930.000	306.333	0	623.667
TOTAL Réserves et Moyens Généraux	X + Y	728.500	109.741	10.055	608.704
TOTAL GENERAL		13.800.516	10.851.381	116.140	2.832.995

TOTAL UAC	A + B	3.450.236	85,63 %	0	14,37 %
TOTAL VAIM	C + D	5.324.645	90,00 %	1 %	9,00 %
TOTAL VSEM	E + F	3.367.134	80,00 %	1 %	19,00 %
TOTAL VRECH	G + H	930.000	32,94 %	0	67,06 %
TOTAL Réserves et Moyens Généraux	X + Y	728.500	15,00 %	1 %	84,00 %
TOTAL GENERAL		13.800.516	78,63 %	0,84 %	20,53 %

3 Taux de décaissement de l'intervention

Source de financement	Budget cumulé (en €)	Dépenses réelles cumulées (en €)	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	13.800.516	10.851.381	78,6 %	Situation au 30/11/2015 Engagements 2016 : 116.140 € - 95.040 € sur 6 marchés publics - 21.100 € sur 3 accords d'exécution
Contribution du pays partenaire	1.000.000	+/- 312.257	31,2 %	- Crédits révisés 2012 à 2015 = 666.343.363 BIF - Décaissements 2012 à 2015 = 624.513.945 BIF - Taux d'exécution réel = 94 %
Autre source	NEANT	NEANT	NEANT	

4 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
1. Personnel national mis à disposition par le pays partenaire : GIKOTA Vénuste MIBURO Adrien NIYONGABO Léopold NTIRAMPEBA Jacques	 H H H H	 12/09/2011 - Transféré PAIOSA 2 1/03/2014 - 30/01/2016 1/12/2011 - décédé 26/12/2013 1/09/2011
2. Personnel d'appui, recruté localement par la CTB (imputé sur PAIOSA 1) : BARANKIRIZA Rédempteur BAZIGE Josi Pascal BIGIRIMANA Sylvestre BIRARONDERWA Christella BITAGOYE Aline CISHAHAYO Crescence HABARUGIRA Ringo HAKIZIMANA Egide HAKIZIMANA Jules IRAMBONA Denis ITANGISHAKA Virginie KABONEYE Katia KANAMUGIRE Jean Luc KAZE Christelle KAZE Daniella KIDASHARIRA Peace Gretta MANIRAHU Grâce MFURANZIMA Aimable MPFUBUSA Aloys MUGABARAHEBA Jean Nicolas MUTONI Yves NAHIMANA Denise NARUKOKERWA Jessica NDABOROHEYE Libérat	 H H H F F F H H H F F F H F F F F H H H H H F F H	 2/11/2012 - Transféré PAIOSA 2 1/09/2011 - Transféré PAIOSA 2 26/04/2012 - 22/04/2015 24/02/2014 - Transféré PAIOSA 2 17/10/2011 - 26/04/2015 1/03/2013 - 31/12/2014 1/09/2011 - Transféré PAIOSA 2 2/11/2011 - Transféré PAIOSA 2 16/04/2012 - Transféré PAIOSA 2 1/09/2011 - 14/07/2014 9/04/2012 - Transféré PAIOSA 2 25/04/2012 - 21/04/2015 1/09/2011 - 4/02/2015 1/03/2013 - Transféré PAIOSA 2 15/08/2014 - Transféré PAIOSA 2 18/03/2013 - 14/04/2015 17/10/2011 - Transféré PAIOSA 2 31/12/2015 - Transféré PAIOSA 2 1/04/2012 - Transféré PAIOSA 2 2/11/2012 - Transféré PAIOSA 2 1/09/2011 - Transféré PAIOSA 2 14/05/2012 - Transféré PAIOSA 2 2/11/2011 - Transféré PAIOSA 2 7/01/2013 - Transféré PAIOSA 2

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
NDAGANO Cécile	F	1/09/2011 - Transféré PAIOSA 2
NDAMAMA Roger	H	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 2
NDEREYIMANA André	H	2/11/2011 - Transféré PAIOSA 2
NDUWIMANA Richard	H	1/04/2012 - Transféré PAIOSA 2
NGENDA HAYO Liboire	H	23/11/2011 - 22/12/2014
NGOGA Maurice	H	2/01/2013 - Transféré PAIOSA 2
NIBITURONSA Eraste	H	25/04/2012 - Transféré PAIOSA 2
NIYONGABO Léonidas	H	2/11/2011 - 31/10/2016
NIYONGABO Sabine	F	3/01/2012 - 28/07/2014
NIYONGERE Jacqueline	F	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 2
NIYONKURU Théopiste	F	2/11/2012 - Transféré PAIOSA 2
NIYONZIMA Etienne	H	2/05/2012 - Transféré PAIOSA 2
NIZEYIMANA Eliane	F	3/07/2012 - 17/08/2015
NKUNZI Elvis	H	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 2
NKURUNZIZA Déo	H	1/04/2012 - Transféré PAIOSA 2
NTAHOMVUKIYE Willy	H	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 2
NTAKIRUTIMANA Emmanuel	H	9/04/2012 - Transféré PAIOSA 2
NZEYIMANA Libérate	F	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 2
NZOHABONAYO Richard	H	2/11/2012 - Transféré PAIOSA 2
RUBERINTWARI Jean Claude	H	2/11/2012 - Transféré PAIOSA 2
SIBOMANA Siméon	H	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 2
3. Personnel de formation, recruté localement : NEANT		
4. Personnel international (hors CTB) : NEANT		
5. Experts internationaux (CTB) :		
BOUCART Daniel	H	1/04/2011 - 30/06/2016
CAPOCCHINI Riccardo	H	31/07/2017 - Transféré PAIOSA 2
DETRY Jean François	H	7/11/2011 - Transféré PAIOSA 2
GROSJEAN Emmanuel	H	1/09/2011 - 31/10/2014
HENRY Patrick	H	9/05/2008 - 31/08/2015
LUTHEREAU François	H	11/01/2009 - 31/05/2015
WAUTERS Evert	H	Intérim coordination

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
6. Autres experts internationaux CTB, mais non imputés sur PAIOSA 1 : BAL Pierre CLAES Valérie D'HAVE Joris GRÜTJEN Klaus MWASILWA Ambali VANDORPE Adeline VLEMINCKX Jorre	H F H F H F H	imputé sur PAI ISABU imputé sur PAIOSA 2 ATJunior imputé sur PAIOSA 2 ATJunior ATJunior ATJunior

5 Marchés publics

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
PAIOSA 005	Développement d'un logiciel en Windev / Access d'une base de données pour le laboratoire national d'analyse	Services	VSEM	SOFT CENTER	06/08/12		Clôturé	BIF	4.740.000	4.740.000
PAIOSA 011	Marché relatif au recrutement d'un consultant chargé d'élaborer le Manuel de procédures pour le Fonds Commun pour les Fertilisants et Amendements (FCFA) ou Basket Fund	Services	VAIM	BECAF	30/10/12		Clôturé	BIF	9.000.000	9.000.000
PAIOSA 012	Marché de services de recrutement d'une agence pour le développement des masques et saisies des données	Services	UAC	BESD	29/11/12		Clôturé	BIF	5.230.000	5.230.000
PAIOSA 021	Marché de service chargé de la recrutement de prestataire de service chargé de la "production de SPOT de sensibilisation sur l'avantage de la semence de pomme de terre conditionnée(emballé et étiqueté) de qualité en forme aux normes phyto sanitaires et la promotion du maïs hybride"	Services	VSEM	Association ISHAKA	07/08/14	24/09/14	Clôturé	BIF	8.154.000	8.154.000
BDI 140	Assistance technique perlée pour la mise en place des stratégies et outils d'amélioration de l'accès aux services financiers des populations rurales dans le cadre du PAIOSA	Services	UAC	IDEC	08/02/12		Clôturé	BIF	27.167.000	16.484.990
BDI 141	Consultance internationale : Finances de la population rurale	Services	UAC	TRIODOS Facet	08/02/12		Clôturé	EUR	23.200	23.200
BDI 142	Assistance technique perlée pour la mise en place des stratégies et outils d'intégration du genre dans la mise en œuvre du PAIOSA	Services	UAC	André NDIHOKUBWAYO	08/02/12	09/08/12	Clôturé	BIF	24.480.000	16.265.600
BDI 165	Avant-projet Irrigation pour Mahwa et Moso	Services	VRECH	SETI	29/10/12	25/10/13	Clôturé	BIF	24.000.000	22.995.000

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
BDI 175	Achat de deux motos tout terrain pour UAC	Fournitures	UAC	BAP YAMAHA	07/11/12		Clôturé	BIF	15.254.000	15.254.000
BDI 179	Achat de deux presses feuilles	Fournitures	VSEM	MEKU	16/07/12	01/08/12	Clôturé	EUR	11.504	11.504
BDI 180	Fourniture et installation du groupe électrogène	Fournitures	UAC	METALUBIA	17/07/12		Clôturé	BIF	30.389.067	30.389.067
BDI 182	Recrutement d'un consultant national pour la « mise en place d'un système d'archivage et de gestion documentaire du MINAGRIE ».	Services	VAIM	Constance CIMPAYE	17/08/13	31/4/2013	Clôturé	BIF	28.000.000	28.000.000
BDI 183	Marché de Fournitures des Etagères	Fournitures	VAIM	Don Bosco et Fer-AL	24/08/12	18/01/13	Clôturé	BIF	28.130.336	28.130.336
BDI 185	Etude d'impact environnemental pour la construction du labo ONCSS	Services	VSEM	RUZIMA Salvator	03/07/12	01/12/12	Clôturé	BIF	10.753.280	10.753.280
BDI 193	Reproduction et Reliure livret PNIA	Fournitures	VAIM	GRAPEX	19/06/12	26/07/12	Clôturé	BIF	11.304.000	11.304.000
BDI 201	Recrutement d'un consultant pour les formations en informatique	Services	VAIM	SOLITECH et SOFT CENTER	19/12/12		Clôturé	BIF	12.310.000	12.310.000
BDI 202	Le recrutement d'un consultant en appui à l'élaboration des Plans Provinciaux d'Investissement Agricole (PPIA)	Services	VAIM	NTAGUNAMA Frédéric	11/10/12	11/03/13	Clôturé	BIF	17.500.000	17.500.000
BDI 215	Marché des travaux de construction d'une aire de séchage à la station ISABU "Imbo Centre"	Travaux	VRECH	IBB	11/12/12		Clôturé	BIF	19.390.240	19.238.754
BDI 218	Marché relatif à la fourniture de matériel promotionnel	Fournitures	UAC	ADWORLD et MIMAD	01/02/13		Clôturé	BIF	20.275.000	11.350.000
BDI 221	Marché de service pour le recrutement de consultants pour l'élaboration d'une stratégie de communication	Services	VAIM	Equipe Simon KURURU	27/03/13		Clôturé	BIF	37.000.000	37.000.000
BDI 222	Réhabilitation des captages des sources alimentant l'AEP MAHWA	Travaux	VRECH	COGETHA	19/12/12		Clôturé	BIF	15.033.200	15.033.200
BDI 243	Fourniture d'équipements pour réaliser un câblage au siège MINAGRIE	Fournitures	VAIM	SOLITECH	09/04/13		Clôturé	BIF	16.948.280	16.948.280
BDI 250	Marché de services pour une assistance technique perlée pour la mise en place des stratégies et outils de prise en compte du genre dans le cadre du PAIOSA	Services	UAC	ACCORD	15/07/13		Clôturé	BIF	21.000.000	21.000.000
BDI 256	Marché de services de recrutement d'un Consultant pour appui à la fonction gestion des ressources humaines du Ministère de l'Agriculture et de l'élevage	Services	VAIM	Antoine Butoyi	03/07/13		Clôturé	BIF	24.480.000	24.480.000
BDI 269	Fourniture d'un photomètre pour le labo de phytopathologie de l'ONCCS	Services	VSEM	HUMAN BURUNDI	08/07/13		Clôturé	BIF	21.219.000	21.219.000
BDI 273	Marché de services relatif à la formation sur Excel et VBA pour la cellule suivi évaluation PAIOSA et ses interlocuteurs	Services	UAC	SOFT CENTER	07/08/13		Clôturé	BIF	7.150.000	7.150.000
BDI 281	Marché de travaux de réalisation d'Un puits à Kajondi en Province Bururi	Travaux	VSEM	COLEMA	28/10/13	20/03/15	Clôturé	BIF	38.475.750	38.475.750

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
BDI 299	Fourniture de serveurs pour le compte du MINAGRIE	Fournitures	VAIM	BUROFLASH et SOLITECH	16/10/13	07/04/15	Clôturé	EUR	13.636	13.111
BDI 300	Marché de service pour design d'une intervention d'appui à l'ISABU (Institut des Sciences Agronomiques du Burundi) pour la recherche- développement dans le cadre du volet recherche du PAIOSA	Services	VRECH	CIRAD	08/10/13		Clôturé	EUR	27.090	24.411
BDI 322	Audit des réseaux d'approvisionnement en électricité des trois stations de recherche de l'ISABU et de sa direction générale	Services	VRECH	HUREGE Déogratias	24/02/14		Clôturé	BIF	10.795.000	10.795.000
BDI 329	Formation en informatique pour le personnel de l'ONCCS	Services	VSEM	Evelyne NDAYISHIMIYE	19/03/14		Clôturé	BIF	7.381.500	7.381.500
BDI 340	Marché de service pour appui-formation dans le cadre de "l'appui à la fonction de gestion des ressources humaines du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage"	Services	VAIM	Antoine BUTOYI	05/05/14		Clôturé	BIF	29.756.000	24.480.000
BDI 370	Marché de surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation marais MUSASA 3(ISABU MOSO)	Services	VRECH	JUMAPILI JEAN DE DIEU	28/04/14		Clôturé	BIF	24.480.000	24.480.000
BDI 399	Marché de service pour une expertise nationale en rapport avec les organismes nuisibles aux végétaux au Burundi	Services	VSEM	Pascal Ndayragije			Clôturé	BIF	22.494.500	22.494.500
BDI 433	Marché de service pour le contrôle des travaux de raccordement au réseau électrique de trois (3) stations de recherche de l'ISABU et de sa direction générale	Services	VRECH	SOTEM	13/11/15		Réceptionné	BIF		
BDI 444	Construction d'une serre au siège de l'ISABU	Travaux	UAC	IBA	19/12/11	25/11/12	Clôturé	BIF	39.992.050	39.992.050
BDI 453	Marché de service pour le recrutement d'un expert en encadrement des associations de multiplicateurs semenciers	Services	VSEM	Jozef Weyns	26/09/11	29/08/12	Réceptionné	EUR	60.000	60.000
BDI 455	Marché de services pour la réalisation d'une enquête agricole au profit du PAIOSA	Services	VAIM	AEDES	09/12/11		Clôturé	EUR	258.986	258.470
BDI 480	Aménagement d'une Bibliothèque, d'une salle d'archives et de bureaux au siège du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.	Travaux	VAIM	CREDO	23/05/12	09/10/12	Clôturé	BIF	33.031.760	31.487.209
BDI 484	Achat d'un tracteur et de ses accessoires	Fournitures	VRECH	METALUBIA	28/05/12	29/08/12	Clôturé	BIF	85.579.509	85.579.509
BDI 492	Expertise Internationale pour la mise en œuvre du contrôle de la qualité et de la certification semencière	Services	VSEM	De Muyncq et De Zutter SNC	29/03/12		Clôturé	EUR	87.755	86752,44
BDI 493	Expertise internationale pour des missions d'appui à la mise en œuvre du dispositif de suivi - évaluation du Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole (PAIOSA)	Services	UAC	IRAM	08/05/12		Actif	EUR	88.200	77.175
BDI 514	Achat de 7 motos (volet Recherche PAIOSA)	Fournitures	VRECH	BAP YAMAHA	01/08/12	29/08/13	Clôturé	BIF	52.535.000	52.535.000

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
BDI 534	Expertise internationale en gestion opérationnelle, administrative et financière : outils de prévision de la demande et fixation du prix des semences	Services	VSEM	AGRER	18/09/12		Clôturé	EUR	157.370	157.458
BDI 541	Recrutement d'un Expert international perlé en Génie Rural	Services	UAC	Experts Sud	12/10/12		Clôturé	EUR	127.320	119.621
BDI 549	Fourniture d'équipement informatique et installation d'un Réseau Local au MINAGRIE	Fournitures	VAIM	BUSTEC	22/11/12		Clôturé	BIF	119.632.511	119.632.511
BDI 551	Expertise pour l'encadrement des organisations intervenant dans la production semencière et agricole	Services	VSEM	JORRE VLEMINCKX	19/11/12		Clôturé	EUR	124.324	111.820
BDI 580	Fourniture et installation d'équipements du réseau sans fils au siège du MINAGRIE	Travaux	VAIM	SOLITECH	11/03/13		Clôturé	BIF	18.956.452	18.956.452
BDI 592	Marché de services pour «Appui à la fonction de gestion des Ressources humaines du Ministère de l'Agriculture de l'Agriculture et de l'Elevage.	Services	VAIM	Michel VERGE	04/07/13		Clôturé	EUR	95.900	87.555
BDI 597	Fourniture de 16 motos VSEM et VDEVA	Fournitures	VSEM	BAP	12/07/13	23/08/13	Clôturé	BIF	117.960.000	117.960.000
BDI 611	Fourniture de réactifs et de matériel de laboratoire	Fournitures	VRECH	HUMAN BURUNDI	11/10/13		Résilié	BIF	81.043.043	45.347.348
BDI 617	Marche de services pour études et suivi des travaux de construction et de réhabilitation de laboratoires au siège de l'ISABU à BUJUMBURA	Services	VRECH	A.C.	14/12/13		Résilié	EUR	84.926	67.189
BDI 620	Marche pour étude et suivi des travaux de réhabilitation dans les stations régionales de recherche de l'ISABU et au centre de géomatique de Bujumbura	Services	VRECH	A.C.	11/12/13		Résilié	BIF	96.350.000	27.116.667
BDI 622	Fourniture d'équipements du réseau sans fil à Gitega dans trois directions générales du MINAGRIE	Fournitures	VAIM	Rock Global Consulting(Lot 1,2,3) & Solitech (Lot 4)	31/01/14		Clôturé	EUR	27.168	27.168
BDI 641	Consultation internationale pour « élaboration d'une stratégie sous sectorielle d'appui aux organisations professionnelles agricoles au Burundi»	Services	VAIM	AGRER	20/12/13		Abandonné	EUR	73.750	56.514
BDI 644	Marché de service pour étude détaillés pour irrigation des centres semenciers de Kajondi et de 3 privés	Services	VSEM	SHER	14/03/14		Clôturé	EUR	58.125	63.275
BDI 654	Elaboration de la vision institutionnelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	Services	VAIM	I & D	26/03/14		Actif	EUR	64.695	41.349
BDI 684	Maitrise d'ouvrage d'exécution pour le suivi des travaux de construction du laboratoire de l'ONCCS à GITEGA	Services	VSEM	AC	24/04/14		Abandonné	EUR	59.150	0
BDI 693	Marché de travaux de réhabilitation du périmètre de MUSASA3 : ouvrage de prise	Travaux	VRECH	SOCAM	03/07/14		Clôturé	BIF	57.158.400	57.158.400
BDI 706	Travaux de Réhabilitation pour la mise en état des ouvrages de régulation du débit dans les canaux primaires du périmètre de MUSASA	Travaux	VRECH	SOCEA	24/10/14		Clôturé	BIF	70.888.100	70.888.100
BDI 709	Marché de services pour une mission d'appui à l'« élaboration d'un concept et des outils de gestion et de valorisation du patrimoine de l'ISABU»	Services	VRECH	AGRER			Abandonné	EUR	80.950	24.285

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
BDI 719	Marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition et installation d'équipement pour l'aménagement de trois serres de type aéronique pour la production de mini tubercule de pomme de terre à la station de recherche de l'ISABU à GISOZI	Fournitures	VRECH	EMEC	19/01/15	09/06/16	Clôturé	EUR	68.786	65.347
BDI 725	Assistance technique à la maîtrise d'ouvrage pour l'appui à la construction du laboratoire ONCSS : Recrutement d'expert en laboratoire, en électricité et en fluide/traitement d'air pour la finalisation d'un DAO	Services	VSEM	Groupeement BECICE-INAUV	10/10/14		Actif	EUR	74.370	67.390
BDI 726	Marché de service pour le recrutement d'un expert international en production de mini tubercules et vitro plants	Services	VSEM	SOPEX CONSULTING	22/10/14		Résilié	EUR	48.792	3.690
BDI 727	Fourniture d'équipement pour câblage informatique de 5 DPAAE et 3 stations de l'ISABU	Fournitures	VAIM		24/12/14		Clôturé	EUR	54.482	54.482
BDI 727	Marché de fourniture des équipements pour câblage informatique de 5 DPAAE et de trois stations de l'ISABU	Fournitures	VRECH				Réceptionné			
BDI 743	Travaux de Raccordement des stations de Karusi et Imbo-Centre en électricité	Travaux	VRECH	ECRI			Réceptionné	BIF	166.909.000	91.240.020
BDI 751	Marché de fourniture de matériel pour impression des étiquettes pour l'ONCCS	Fournitures	VSEM	BUROFLASH	24/02/15		Clôturé	BIF	149.371.957	149.371.957
BDI 757	Marché de fourniture de chargeurs – inverseurs, batteries et connectique pour 5 DPAAE, direction générale de l'ISABU et 3 stations de l'ISABU	Fournitures	VRECH	SOLAR TECH	03/02/15		Clôturé	EUR	16.034	16.034

6 Accords d'exécution

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
PAIOSA/CP/02/2012	2012	UAC	Coordinateur PAIOSA	12-sept-11		30.000.000	32.400.000	108%
PAIOSA/VSEM/10/2013	2013	VSEM	AE pour deux réunions de la Commission Nationale semencière du 25 au 26 juillet 2012	25-juil-12	15-août-12	360.000	264.000	73%
PAIOSA/CP/04/2012	2012	VRECH	Assistant DG ISABU	21-août-12		20.050.000	12.960.000	65%
PAIOSA/CP/03/2012	2012	VAIM	Responsable Volet	1-sept-12		24.050.000	23.625.000	98%
PAIOSA/CP/10/2014	2012	VAIM	Responsable VAIM	1-sept-12		11.340.000	9.450.000	83%
PAIOSA/CP/05/2012	2012	VSEM	Assistante DG ONCCS	17-sept-12		20.050.000	12.960.000	65%
PAIOSA/VRECH/22/2013	2013	VRECH	AE (Structure) pour un appui à l'atteinte des objectifs de l'ISABU dans le cadre de la mise en œuvre du volet recherche (VRECH) du PAIOSA	1-nov-12	31-déc-14	36.809.000	25.803.360	70%

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
PAIOSA/CPCH/01/2013/08/VSEM	2013	VSEM	AE pour la mise en œuvre des essais portant sur la réponse comparée de variétés de maïs importées et locales à l'application d'engrais - Saison 2013 A (confirmation des résultats de la saison 2012 C)	14-nov-12	30-juin-13	8.688.295	8.318.175	96%
PAIOSA/VSEM/11/2013	2013	VSEM	AE pour le suivi des essais portant sur la réponse comparée de variétés de maïs importées et locales à l'application d'engrais - Saison 2013	14-nov-12	30-juin-13	847.500	0	0%
PAIOSA/VSEM/12/2013	2013	VSEM	AE pour la mise en œuvre des essais portant sur la réponse comparée de variétés de maïs importées et locales à l'application d'engrais - Saison 2013 A (pour confirmer les résultats obtenus en saison 2012 C)	14-nov-12	30-juin-13	9.671.200	6.948.701	72%
PAIOSA/CPCH / 15 /2012	2013	VAIM	AE de chantier en faveur de NDAYIRUKIYE Diomède pour les prestations dans le domaine des Marchés Publics - PAIOSA	1-janv-13	31-déc-13	2.880.000	3.023.558	105%
PAIOSA/CPCH/02/2012/UAC	2012	UAC	Contrat de performance pour chantier - Chauffeurs MINAGRIE	1-janv-13	31-déc-13	13.200.000	17.211.249	130%
PAIOSA/CPCH/03/2012/UAC	2012	UAC	Contrat de performance pour chantier - Plantons MINAGRIE	1-janv-13	31-déc-13	2.310.000	2.117.502	92%
PAIOSA/VAIM/001/2013	2013	VAIM	AE concernant le Secrétariat du Groupe Sectoriel Agriculture et Développement Rural (GSADR) et de ses Groupes de Travail	1-janv-13	31-déc-13	9.922.000	5.809.393	59%
PAIOSA/VAIM/40/2013	2013	VAIM	AE portant sur le développement des performances des Responsables de structure : Secrétaire Permanent (SP).	1-janv-13	31-déc-13	5.346.000	4.276.800	80%
PAIOSA/VAIM/41/2013	2013	VAIM	AE portant sur le développement des performances des Responsables de structure : Directeur Général de la Planification de l'Agriculture et de l'Elevage (DGPAE).	1-janv-13	31-déc-13	12.474.000	5.932.800	48%
PAIOSA/VAIM/42/2013	2013	VAIM	AE portant sur le développement des performances des Responsables de structure : Directeur Général de la Mobilisation pour l'Auto-Développement et la Vulgarisation Agricole (DGMVA).	1-janv-13	31-déc-13	3.742.200	1.995.840	53%
PAIOSA/VAIM/43/2013	2013	VAIM	AE portant sur le développement des performances des Responsables de structure : Directeur Général de l'Agriculture (DGA).	1-janv-13	31-déc-13	3.742.200	1.995.840	53%
PAIOSA/VAIM/002/2013	2013	VAIM	AE portant sur l'organisation d'un Atelier pour les nouveaux contrôleurs des opérations de collecte des données de l'Enquête Nationale Agricole du Burundi (ENAB 2012 - 2013)	1-févr-13	11-févr-13	5.328.360	5.582.000	105%
PAIOSA/VAIM/003/2013	2013	VAIM	AE portant sur le financement des opérations de saisie des données liées à la saison agricole A dans le cadre de l'ENAB 2012 - 2013	21-févr-13	25-mars-13	20.696.250	20.250.000	98%
PAIOSA/VAIM/004/2013	2013	VAIM	AE portant sur la saisie d'une base de données sur les ONG du secteur agricole	28-févr-13	7-mars-13	37.500	40.000	107%
PAIOSA/VAIM/006/2013	2013	VAIM	AE portant sur la saisie d'une base de données des Opérateurs privés du secteur agricole	28-févr-13	7-mars-13	40.000	0	0%
PAIOSA/VAIM/005/2013	2013	VAIM	AE portant sur l'appui à la mise en place d'un système d'archivage et de gestion	1-mars-13	28-févr-14	34.440.000	35.911.364	104%

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
			documentaire du MINAGRIE					
PAIOSA/VRECH/23/2013	2013	VRECH	AE pour un appui à la planification et au suivi des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures dans les stations de recherche et au siège de l'ISABU	1-mars-13	31-déc-14	60.720.000	2.968.750	5%
PAIOSA/VAIM/007/2013	2013	VAIM	AE portant sur le financement de l'étape de collecte, de contrôle et d'analyse primaire des données liées à la saison agricole B dans le cadre de l'ENAB 2012-2013	4-mars-13	30-juin-13	345.677.000	353.970.284	102%
PAIOSA/VRECH/13/2013	2013	VRECH	AE pour l'Assistance à la finalisation de la carte pédologique du Burundi	15-mars-13	30-juin-04	242.300.000	241.900.000	100%
PAIOSA/VAIM/ 008/2013/Bis	2013	VAIM	AE portant sur le fonctionnement du Groupe Technique DEP élargi pour l'actualisation des fiches des projets relevant du MINAGRIE en lien avec la BDD du PNIA et du CMDT sectoriel	18-mars-13	17-mai-13	6.810.000	4.325.000	64%
PAIOSA/VAIM/009/2013 + Avenant N° 01/2013	2013	VAIM	AE portant sur la validation, l'enrichissement et la finalisation de la base de données nationale des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA)	26-mars-13	28-juin-13	12.209.000	11.386.510	93%
PAIOSA/VAIM/016/2013	2013	VAIM	AE concernant l'appui à la Cellule chargée de la coordination des DPAAE, aux Secrétaires Provinciaux et au Secrétaire national pour le suivi des GSADR provinciaux	1-mai-13	31-déc-13	34.755.500	14.776.511	43%
PAIOSA/VAIM/017/2013	2013	VAIM	AE portant sur le suivi de l'élaboration de la stratégie de communication	2-mai-13	31-juil-13	3.948.000	3.531.330	89%
PAIOSA/VRECH/14/2013	2013	VRECH	AE pour un appui à la numérisation de la carte des sols du Burundi	6-mai-13	31-déc-13	14.000.000	11.362.500	81%
PAIOSA/VRECH/19/2013 + Avenant N° 1 A	2013	VRECH	AE pour un appui à la numérisation de la carte des sols du Burundi	6-mai-13	31-déc-13	35.000.000	21.937.500	63%
PAIOSA/VAIM/015/2013	2013	VAIM	AE portant sur le fonctionnement du Groupe Technique DEP élargi pour l'actualisation 2013 de la base de données des financements PNIA (2012-2017) du secteur agricole et de l'élevage	1-juin-13	31-juil-13	6.825.000	6.825.000	100%
PAIOSA / VRECH / 54 / 2014	2014	VRECH	AE pour un appui à la conception été mise en œuvre de la réforme concernant la gestion des ressources humaines de l'ISABU	1-juil-13	31-déc-14	31.800.000	1.206.250	4%
PAIOSA/VAIM/020/2013	2013	VAIM	AE portant sur le financement de l'étape de collecte, de contrôle et d'analyse primaire des données liées à la saison agricole C dans le cadre de l'Enquête Nationale Agricole du Burundi (ENAB 2012-2013)	1-juil-13	15-oct-13	213.040.750	188.349.651	88%
PAIOSA/VAIM/27/2013	2013	VAIM	AE portant sur le fonctionnement du Groupe Technique DES pour la poursuite de la mise en place du dispositif de S/E du PNIA (consolidation des outils de collecte et élaboration du rapport Sem1 2013)	1-juil-13	30-sept-13	15.838.070	17.148.085	108%
PAIOSA/VAIM/24/2013	2013	VAIM	AE portant sur la "Mise en place d'un système d'archivage et de gestion documentaire de MINAGRIE" - Test DPAAE Cibitoke	15-juil-13	15-sept-13	1.905.500	1.856.500	97%

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
PAIOSA/VAIM/029/2013	2013	VAIM	AE portant sur le financement des opérations de saisie des données liées à la saison agricole B dans le cadre de l'enquête Nationale Agricole du Burundi (ENAB 2012 - 2013)	22-juil-13	16-août-13	19.623.250	19.343.750	99%
PAIOSA/VAIM/036/2013	2013	VAIM	AE portant sur des membres de la cellule TIC du MINAGRIE	1-sept-13	31-déc-13	5.851.000	4.967.988	85%
PAIOSA/VAIM/038/2013	2013	VAIM	AE concernant l'appui à la collecte de données sur les matrices thématiques du secteur agricole	1-sept-13	31-oct-13	15.831.762	15.831.762	100%
PAIOSA/VRECH/033/2013	2013	VRECH	AE pour un appui à la mise en œuvre du projet de recherche "Adaptation des systèmes de production agricoles aux variabilités climatiques".	1-oct-13	30-sept-15	24.988.200	0	0%
PAIOSA/VRECH/035/2013	2013	VRECH	AE et de Financement pour un Appui à la mise en œuvre du projet de recherche "Détermination d'une dose économiquement rentable de l'engrais NPK à appliquer aux vergers de plants de Macadamia" dans le cadre du FOCRA.	21-oct-13	30-nov-15	37.687.500	8.703.600	23%
PAIOSA / UAC / 128 / 2015	2015	UAC	AE relatif à l'élaboration d'un plan d'action tenant en compte les aspects "genre" dans les services du MINAGRIE	1-nov-13	31-janv-15	1.300.000	495.000	38%
PAIOSA/ VAIM / 44/2013	2013	VAIM	AE portant sur le financement de l'étape de collecte, de contrôle et d'analyse primaire des données liées à la saison agricole A dans le cadre de l'Enquête Nationale Agricole du Burundi (ENAB 2013-2014) - Fiches F1, F2, F3 et F5	1-nov-13	15-févr-14	236.790.500	218.031.656	92%
PAIOSA/VAIM/39/2013	2013	VAIM	AE portant sur le financement des opérations de saisie des données liées à la saison agricole C dans le cadre de l'Enquête Nationale Agricole du Burundi (ENAB 2012 - 2013)	2-déc-13	15-déc-13	10.435.000	10.056.250	96%
PAIOSA / VAIM / 57 / 2014	2014	VAIM	AE portant sur le fonctionnement de la Direction des Etudes et Programmation en matière de programmation des financements PNIA (2012 - 2017) du secteur agricole et d'élevage, pour l'année 2014.	1-janv-14	31-déc-14	15.530.000	15.530.000	100%
PAIOSA / VAIM / 61 / 2014	2014	VAIM	AE portant sur le fonctionnement de la Direction du Suivi - Evaluation en matière de mis en place et fonctionnement du dispositif de S/E du PNIA	1-janv-14	31-déc-14	39.477.000	29.091.846	74%
PAIOSA/CP/11/2014	2014	UAC	Secrétaire Comptable Contrepartie Nationale	1-janv-14		4.950.000	4.950.000	100%
PAIOSA/VAIM/77/2014	2014	VAIM	AE portant sur le Développement des performances des responsables de structure : Direction Générale de l'Agriculture au MINAGRIE "DGA"	1-janv-14	31-déc-14	3.742.200	3.008.873	80%
PAIOSA/VAIM/78/2014	2014	VAIM	AE portant sur le Développement des performances des responsables de structure : Direction Générale de la Planification Agricole et de l'Elevage au MINAGRIE "DGPAE"	1-janv-14	31-déc-14	12.474.000	9.932.847	80%
PAIOSA/VAIM/79/2014	2014	VAIM	AE portant sur le Développement des performances des responsables de structure : Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto-Développement et la Vulgarisation Agricole au MINAGRIE "DGMVA"	1-janv-14	31-déc-14	3.742.200	3.084.074	82%

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
PAIOSA/VAIM/SP/81/2014	2014	VAIM	Accord portant sur le Développement des performances des Responsables de structure : Secrétariat Permanent au MINAGRIE	1-janv-14	31-déc-14	5.346.000	5.381.211	101%
PAIOSA/VSEM/88/2014	2014	VSEM	AE pour un appui à l'atteinte des objectifs de l'Office National de Contrôle et de Certification des Semences "ONCCS" dans le cadre de la mise en œuvre du PAIOSA	1-janv-14	31-déc-14	35.369.136	34.335.576	97%
PAIOSA/VSEM/91/2014	2014	VSEM	AE pour un appui à l'atteinte des objectifs de l'Office National de Contrôle et de Certification des Semences "ONCCS" dans le cadre de la mise en œuvre du PAIOSA - (AE DG ONCCS)	1-janv-14	31-déc-14	9.072.000	9.072.000	100%
PAIOSA / VAIM / 60 / 2014	2014	VAIM	AE concernant le secrétariat du Groupe sectoriel Agriculture et Développement Rural "GSADR" et de ses Groupes de travail	9-janv-14	31-déc-14	10.773.000	3.083.250	29%
PAIOSA / VSEM / 53 / 2014	2014	VSEM	AE pour la mise en œuvre d'essais portant sur l'adaptabilité de maïs hybride et de la réponse au niveau de fertilisant	10-janv-14	25-août-14	22.321.740	10.640.987	48%
PAIOSA / VAIM / 62 / 2014	2014	VAIM	AE portant sur l'élaboration de la Stratégie Sous-Sectorielle d'Appui aux Organisations Professionnelles Agricoles "OPA"	16-janv-14	30-mai-14	57.698.400	27.774.043	48%
PAIOSA / VAIM / 64 / 2014	2014	VAIM	AE concernant l'appui à la Cellule chargée de la Coordination des DPAAE, aux Secrétaires provinciaux et au Secrétaire national pour le suivi des GSADR provinciaux	1-févr-14	31-déc-14	28.151.600	27.093.299	96%
PAIOSA / VAIM / 68 / 2014	2014	VAIM	AE portant sur la mise en œuvre du dispositif de Suivi - Evaluation du PNIA au niveau Provincial (année 2014)	1-mars-14	31-déc-14	5.820.000	5.000.000	86%
PAIOSA / VRECH / 63 / 2014	2014	VRECH	AE pour une analyse des potentialités offertes par les laboratoires de l'ISABU et apport d'éléments techniques pour l'élaboration d'un plan d'utilisation rationnelle de l'équipement	1-avr-14	30-nov-14	3.753.690	3.482.000	93%
PAIOSA / UAC / 107 / 2014	2014	UAC	AE portant sur le développement des performances des chauffeurs affectés dans les 5 DPAAE partenaires du PAIOSA	1-avr-14	31-déc-16	14.437.500	11.806.250	82%
PAIOSA / VRECH / 56 / 2014	2014	VRECH	AE pour contrat de chantier et de financement pour un appui à la mise en œuvre du projet de recherche "contribution à l'analyse d'une intensification durable de la production agricole dans les différentes zones agro-écologiques du Burundi dans le cadre du FOCRA	1-avr-14	30-nov-15	27.711.900	5.358.750	19%
PAIOSA/VAIM/74/2014	2014	VAIM	AE concernant l'appui à la coordination et au suivi du PNIA au niveau national	1-avr-14	31-mars-15	21.596.250	8.341.730	39%
PAIOSA/VAIM/84/2014	2014	VAIM	AE pour chantier portant sur l'appui à la Cellule TIC du MINAGRIE	1-avr-14	31-déc-14	15.753.600	12.437.789	79%
PAIOSA / VRECH / 70 / 2014	2014	VRECH	AE "relatif à l'organisation des équipes, au contrôle des travaux de nettoyage et recalibrage des canaux primaires, secondaires et drains dans le marais MUSASA 3 (périmètre amont exploité par les membres de l'association SHIGIKIRA ITERAMBERE et celui aval de l'ISABU MOSO"	1-juin-14	15-août-14	69.039.500	62.485.137	91%

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
PAIOSA/ VSEM / 85/ 2014	2014	VSEM	AE pour chantier portant sur le suivi des activités du champ de démonstration de variétés de maïs à Ruyigi	10-juin-14	30-nov-14	337.500	450.000	133%
PAIOSA/VSEM/83/2014	2014	VSEM	AE pour chantier portant sur le suivi des activités du champ de démonstration de variétés de maïs à Cibitoke	10-juin-14	10-nov-14	450.000	450.000	100%
PAIOSA / VAIM / 101 / 2014	2014	VAIM	AE concernant l'appui à la collecte de données thématiques géo-référencées sur les matrices thématiques du secteur agricole	1-juil-14	31-oct-14	36.424.000	36.164.000	99%
PAIOSA/VAIM/92/2014	2014	VAIM	AE portant sur le Développement ou l'Amélioration des outils de Gestion des Ressources Humaines "GRH" du MINAGRIE et la mise en œuvre du plan de formation, de gestion des compétences et des carrières du personnel du MINAGRIE "PFGCC"	1-août-14	28-févr-15	24.562.750	20.233.016	82%
PAIOSA/VAIM/93/2014	2014	VAIM	AE pour chantier portant sur le financement de l'étape de recensement des ménages dans les zones de dénombrement sélectionnées en vue du renouvellement de la base de sondage de l'Enquête Nationale Agricole du Burundi (ENAB) - Fiche F0	25-août-14	30-sept-14	89.015.350	69.768.000	78%
PAIOSA/VRECH/89/2014	2014	VRECH	AE pour un appui à la mise en œuvre du projet de recherche "Evaluation Germoplasme et étude des effets de la fumure et d'un traitement fongicide sur la productivité des colocases" dans le cadre du Fonds de Compétitivité de la Recherche Agronomique - FOCRA	10-sept-14	30-nov-15	29.936.905	7.207.318	24%
PAIOSA/VRECH/90/2014	2014	VRECH	AE pour un appui à la mise en œuvre du projet de recherche "Amélioration de la production du blé par le développement de nouvelles variétés à hauts rendements et panifiables au Burundi" dans le cadre du Fonds Compétitif de la Recherche Agronomique - FOCRA	10-sept-14	30-sept-16	29.979.900	7.125.449	24%
PAIOSA / VAIM & VDEVA/ 100 / 2014	2014	VAIM & VDEVA	AE relatif à la mise en place d'un système d'archivage et de gestion documentaire du MINAGRIE : DPAE Bubanza, Kirundo, Rutana et Ruyigi	1-oct-14	31-mars-15	31.040.398	17.351.128	56%
PAIOSA / VAIM / 99 / 2014	2014	VAIM	AE pour chantier portant sur l'abonnement internet par "fibre optique" (BBS) au profit du MINAGRIE - 3 Directions Générales de Gitega	1-oct-14	30-sept-15	31.443.846	31.753.838	101%
PAIOSA / VRECH / 96 / 2014	2014	VRECH	AE pour un appui au renforcement du dispositif de communication de l'ISABU à travers la connexion du siège de l'Institut au réseau d'internet via la "fibre optique"	1-oct-14	30-sept-15	12.905.538	6.044.352	47%
PAIOSA / VSEM / 105 / 2014	2014	VSEM	AE portant sur le suivi des activités du champ de démonstration de variétés de maïs hybride et l'animation de deux journées champêtres	27-oct-14	27-mars-15	1.181.250	0	0%
PAIOSA / VAIM / 112 / 2015	2015	VAIM	AE pour chantier portant sur l'appui à la Cellule TIC du MINAGRIE	1-janv-15	31-déc-15	21.964.800	15.716.330	72%
PAIOSA / VAIM / 114 / 2015	2015	VAIM	AE portant sur la mise en œuvre du dispositif de suivi / Evaluation du PNIA au niveau Provincial - Année 2015	1-janv-15	31-oct-15	10.750.000	0	0%
PAIOSA / VAIM / 115 / 2015	2015	VAIM	AE portant sur le fonctionnement de la Direction des Etudes et Programmation en matière des financements PNIA (2012 - 2017) du secteur agricole et de l'élevage	1-janv-15	31-oct-15	13.292.500	11.342.500	85%

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
			pour l'année 2015					
PAIOSA / VAIM / 118 / 2015	2015	VAIM	AE portant sur le fonctionnement de la Direction du Suivi-Evaluation en matière de fonctionnement du dispositif de Suivi/Evaluation du PNIA pour l'année 2015	1-janv-15	31-oct-15	41.618.300	14.143.670	34%
PAIOSA / VAIM / 122 / 2015	2015	VAIM	AE concernant le Secrétariat du Groupe Sectoriel Agriculture et Développement Rural et de ses Groupes de travail "GSADR"	1-janv-15	31-déc-15	11.623.000	1.329.680	11%
PAIOSA / VAIM / 124 / 2015	2015	VAIM	AE concernant l'appui à la Cellule chargée de la coordination des DPAE, à la Cellule PNIA, aux Présidents des GSADR, aux Secrétaires provinciaux et au Secrétaire national pour le suivi des GSADR provinciaux	1-janv-15	31-oct-15	33.148.800	8.114.059	24%
PAIOSA / VRECH / 108 / 2015	2015	VRECH	AE pour un appui au cadastrage et bornage des domaines affectés à l'ISABU	1-janv-15	30-juin-15	66.606.750	60.767.366	91%
PAIOSA / VRECH / 127 / 2015	2015	VRECH	AE pour un appui à l'atteinte des objectifs de l'ISABU dans le cadre de la mise en œuvre du Volet Recherche du PAIOSA	1-janv-15	30-avr-15	4.855.000	4.455.000	92%
PAIOSA / VSEM / 110 / 2015	2015	VSEM	AE pour la mise en œuvre d'essais portant sur l'adaptabilité au Burundi de la variété de maïs BAZOOKA, résistante à la nécrose létale de maïs (MLND)	26-févr-15	25-sept-15	17.497.650	1.167.150	7%
PAIOSA/VAIM/037/2013	2013	VAIM	AE portant sur la préparation d'n plan ministériel de développement des ressources humaines et le développement ou l'amélioration des outils de gestion des ressources humaines			27.523.900	13.399.799	49%

7 Équipements

VEHICULES (GL 60 40 10) acquis durant l'intervention

Modèle et plaque	Type	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Toyota Lander Cruiser, B 324 AIT	Voiture	8-nov-11	31.056,74	
Toyota Lander Cruiser, B 325 AIT	Voiture	8-nov-11	31.056,74	
Toyota Hilux DC, B 331 AIT	Voiture	8-nov-11	24.971,26	
Toyota Hilux DC, B 332 AIT	Voiture	8-nov-11	24.971,26	
Toyota RAV 4, D 386 AIT	Voiture	25-juin-12	21.986,36	
Toyota RAV 4, D 387 AIT	Voiture	25-juin-12	21.986,36	

Modèle et plaque	Type	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Toyota RAV 4, D 388 AIT	Voiture	25-juin-12	21.986,36	
Toyota Hilux DC, D 389 AIT	Voiture	25-juin-12	19.897,10	
Toyota Hilux DC, D 390 AIT	Voiture	25-juin-12	19.897,81	
Toyota Hilux DC, D 391 AIT	Voiture	25-juin-12	19.897,81	
Moto Yamaha DT 175, A 357 AIT	Moto	14-janv-13	3.529,89	
Moto Yamaha DT 175, A 358 AIT	Moto	14-janv-13	3.529,89	
Moto Yamaha DT 175 A 501 AIT	Moto	27-sept-13	3.701,55	
Moto Yamaha DT 175 A 511 AIT	Moto	27-sept-13	3.701,55	
Nissan Double Cabine, D 148 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet RAFS
Suzuki Grand Vitara, A 591 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet RAFS
Suzuki Grand Vitara, A 302 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet RAFS
Camionnette Nissan DC, B 363 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet RAFS
Mitsubishi Pajero, B 152 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet PAI MINAGRIE
Suzuki Grand Vitara, B 151 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet PAI MINAGRIE
Suzuki Grand Vitara, B 837 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet PAI MINAGRIE
Camionnette Nissan DC, A 723 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet RAFS
Camionnette Nissan DC, A 724 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet RAFS
Camionnette Nissan DC, A 725 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet RAFS
Suzuki Grand Vitara, A 318 AIT	Voiture		PM	Transféré de PAI ISABU

MATERIEL INFORMATIQUE acquis durant l'intervention

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Imprimante HP Officejet 650	1	30-juin-11	157,58	
Imprimante HP Officejet 7000	1	30-juin-11	205,06	

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Ecran Philips 220S2SS00	4	3-nov-11	488,00	
Ordinateur portable Dell latitude E5520	8	3-nov-11	9.544,80	
Vidéo Projecteur Dell 4320	1	9-mars-12	868,42	
Ordinateur portable Dell E5520	14	2-mai-12	7.797,58	
Ordinateur portable Dell E5520	1	2-mai-12	1.009,57	
Ordinateur portable Dell E6520	2	2-mai-12	2.039,30	
Photocopieuse multifonction canon IR2535	1	7-mai-12	5.738,47	
Imprimante HP laser Office jet 7000 couleur	1	26-juin-12	275,47	
Imprimante HP laser Entreprise 500 couleur	2	26-juin-12	1.692,46	
Vidéo Projecteur Dell	3	24-août-12	947,37	
Ordinateur portable Dell E5520	19	30-oct-12	14.180,27	
Ordinateur portable Dell E5520	2	30-oct-12	1.713,72	
Ordinateur portable Dell E5520	5	30-oct-12	4.636,45	
Ordinateur portable Dell E6520	1	30-oct-12	1.240,57	
Ordinateur portable Dell E6520	1	30-oct-12	1.351,46	
Vidéo Projecteur EPSON EB X11	1	23-janv-13	796,78	
Marathon Home 800VA+BP02100	3	5-mars-13	3.453,00	
Vidéo Projecteur EPSON EB X11	1	6-mai-13	799,51	
Imprimante HP Laser couleur M551dn	1	4-juin-13	800,91	
Serveur NAS Turbo QNAP TS-469U-RP avec 4 WD Red WD30EFRX	1	4-juin-13	2.068,13	
Onduleur APC BR900G-FR	1	10-juin-13	243,55	
Switch DLINK DES-1210-28P	1	10-juin-13	325,30	
Ordinateur portable Dell latitude E6530	2	4-nov-13	2.338,42	
ZOTAC ZBOX NANOBAREBONE ZBOX	3	29-nov-13	551,67	

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Ordinateur portable Dell latitude E5530 i3	16	18-déc-13	9.999,23	
Ordinateur portable Dell latitude E7240	1	28-juil-14	1.472,73	
Ecran Philips 224E5QDAB/00	3	1-août-14	297,00	
Ellipse Eco 800 USB FR	1	1-août-14	125,00	
Ellipse Eco 1600 USB FR	1	1-août-14	236,00	
SWITCH DLINK DES-1008D	3	23-mars-15	55,20	
MINI PC INTEL NUC	1	18-avr-15	290,04	
Antenne 5GHz mANT30 PA MTAD-5G-30D3-PA	1	24-avr-15	558,12	
SWITCH DLINK DGS-1016D	1	23-juin-15	119,00	
Ordinateur portable Dell latitude E5550	1	4-sept-15	424,01	
Ecran Philips	1		124,21	
Ecran Philips	1		143,36	
Ecran Philips 221S	6			
Ecran Philips	6			

MATERIEL INFORMATIQUE transféré par RAFS

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Laptop HP 6730	3	20-avr-09	PM	
Ecran HP L 1710	5	20-avr-09	PM	
Station d'accueil	4	20-avr-09	PM	
Multifonction HP Laserjet M 5035 xs MFP	1	20-avr-09	PM	
Vidéo projecteur Sony	2	20-avr-09	PM	

EQUIPEMENT AUTRE (GL 60 40 90) acquis durant l'intervention

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Fauteuil Visiteur	2	6-mai-11	74,82	
Fauteuil de direction haut dossier	1	6-mai-11	234,83	
Chaise visiteur	6	25-oct-11	186,18	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	2	10-nov-11	406,74	
Armoire Stratifiée en bois	2	10-nov-11	365,18	
Etagères Stratifiés en bois	2	10-nov-11	241,58	
Table ronde de 120cm de diamètre	1	10-nov-11	115,17	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	3	11-nov-11	520,35	
Armoire métallique à 2 portes battantes	2	11-nov-11	363,96	
Table de 180cm pieds HY-002 IMP	1	11-nov-11	176,29	
Chaise visiteur	6	19-nov-11	253,20	
Table modulable	2	19-nov-11	110,28	
Bloc tiroir mobile sur roulettes	3	14-déc-11	256,17	
Fauteuil de Direction haut dossier	3	14-déc-11	651,30	
Fauteuil Secrétaire en tissus bas dossier	4	14-déc-11	352,96	
Table en panneau mélamine foncée	1	15-déc-11	150,86	
Table Bureau à 2 tiroirs fixes	1	15-déc-11	113,86	
Etagère avec 2 petites portes en bois	1	13-févr-12	87,28	
Etagère stratifiée en bois	1	13-févr-12	78,42	
Chaise visiteur sans accoudoir	35	14-mars-12	568,05	
Armoire métallique à 2 portes battantes	1	14-mars-12	58,12	
GPS Oregon 450	1	16-mars-12	299,00	
Fauteuil de Direction en cuir	2	19-mars-12	313,28	

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Fauteuil Secrétaire en tissu	22	19-mars-12	1.473,56	
Armoire stratifiée en bois	6	19-mars-12	877,74	
Coffre-Fort 210kg	1	19-mars-12	586,04	
Coffre-Fort SS660	1	20-janv-12	318,32	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	2	20-mars-12	264,66	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	14	20-mars-12	2.003,82	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	1	20-mars-12	153,94	
Table de réunion	6	21-mars-12	317,58	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	2	26-mars-12	292,54	
Armoire métallique à 2 portes battantes	4	18-mai-12	484,04	
Réfrigérateur 2 portes, marque SONASHI	2	24-mai-12	799,62	
Armoire en bois à une porte	1	30-mai-12	24,41	
Armoire en bois à 2 portes	1	30-mai-12	31,51	
Groupe électrogène 15KVA	1	24-oct-12	15.854,04	
Armoire métallique à 2 portes battantes	2	25-oct-12	218,56	
Armoire métallique à 2 portes battantes	4	31-oct-12	508,76	
Caisson Mural pour les clés de contact	1	31-oct-12	71,66	
Table pour imprimante	1	5-nov-12	67,15	
Appareil chargeur de batteries	1	4-déc-12	226,89	
Table de réunion 130cm*60cm	3	11-févr-13	184,29	
Destructeur de papier	1	26-févr-13	216,75	
Etagère stratifiée en bois	21	23-mars-12	2.075,85	
Réfrigérateur 2 portes, marque SONASHI	1	15-avr-13	357,28	
Fauteuil Secrétaire bas dossier en tissu	3	17-avr-13	241,05	

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Etagères Stratifiés en bois	6	17-avr-13	832,08	
Armoire stratifiée	1	17-avr-13	209,56	
Fauteuil Secrétaire en tissu	1	17-avr-13	80,35	
Chaise visiteur en tissu	2	18-avr-13	29,80	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	3	18-avr-13	436,59	
Armoire métallique à 2 portes battantes	3	18-avr-13	485,10	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	4	18-avr-13	620,40	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	2	18-avr-13	287,50	
Table bureau avec bloc tiroir fixe	1	15-janv-09	89,70	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	5	18-avr-13	718,75	
Fauteuil Secrétaire en tissu	9	18-avr-13	723,15	
Fauteuil de Direction en cuir	1	18-avr-13	199,24	
Fauteuil de Direction en tissu	1	18-avr-13	235,10	
Armoire stratifiée en bois	4	18-avr-13	838,24	
Etagères Stratifiés en bois	10	18-avr-13	1.386,80	
Etagères Stratifiés en bois	3	11-déc-13	402,03	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	1	18-avr-13	155,12	
Appareil Photo Numérique SX260 HS	1	6-mai-13	317,02	
Table en bois 1,50m*0,70m (de cuisine)	1	7-mai-13	50,28	
Armoire en bois de cuisine 1,20m*0,75m*0,50m	2	7-mai-13	132,32	
Table en bois 1,20m*0,70m	1	7-mai-13	44,99	
Chaise visiteur en tissu	3	7-mai-13	45,12	
Distributeur d'eau, marque NIKAI	2	30-mai-13	297,16	
GPS Montana 650	10	21-juin-13	4.038,00	

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Chaise visiteur sans accoudoir	8	18-avr-13	119,12	
GPS Montana 650	2	21-juin-13	880,40	
Distributeur d'Eau	2	16-août-12	232,38	
Groupe électrogène 3,3 KVA	1	5-nov-13	1.842,75	
Armoire métallique à 2 portes battantes	1	10-déc-13	127,07	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	1	12-déc-13	171,20	
Fauteuil secrétaire bas dossier	1	11-déc-13	80,52	
Armoire métallique à 2 portes battantes	2	10-déc-13	254,14	
Distributeur d'Eau	1	16-août-12	116,19	
Télévision Panasonic + support mural	1	31-oct-13	679,70	
Fauteuil secrétaire bas dossier	2	10-mars-14	160,64	
Table simple sur structure métallique	1	28-févr-14	72,64	
Table simple avec tiroir	1	5-juin-14		Abri des gardiens
Chaise visiteur sans accoudoir	3	6-mai-14		Abri des gardiens
Table bureau avec bloc tiroir mobile	1	11-juin-14	150,70	
Table bureau avec bloc tiroir mobile	1	11-juin-14	211,60	
Fauteuil de Direction en tissu	1	9-avr-14	101,32	
Armoire métallique à 2 portes battantes	1	18-févr-14	221,50	

EQUIPEMENT AUTRE (GL 60 40 90) transféré par PAI MINAGRIE

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Armoire	7	2-déc-08	PM	
Bureau	8	2-déc-08	PM	
Fauteuil de bureau avec roulettes	7	2-déc-08	PM	

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Chaise	15	11-déc-08	PM	
Table de réunion	1	11-déc-08	PM	
Table	1	20-mai-09	PM	
Etagère	3	20-mai-09	PM	
Etagère	2	14-avr-10	PM	

EQUIPEMENT AUTRE (GL 60 40 90) transféré par PAI ISABU

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Bureau en L, 1,80 avec retour	1	13-juil-09	PM	
Bureau Simple 1,60 avec tiroirs	2	15-juil-09	PM	
Fauteuil de bureau haut dossier	2	15-juil-09	PM	
Chaise visiteur	6	15-juil-09	PM	
Retour simple	2	29-juil-09	PM	
Etagère	8	15-sept-09	PM	
Water Dispenser	2	17-sept-09	PM	
Coffre-fort	1	15-mars-10	PM	
Fauteuil de bureau haut dossier	1	15-avr-11	PM	
Lampe sur pied halogène	1	15-avr-11	PM	
Multiprise	1	19-avr-11	PM	
Fauteuil secrétaire en tissu	1	6-sept-12	PM	
Fauteuil de bureau haut dossier en tissu	1	6-sept-12	PM	
Bureau sans tiroirs	1	6-sept-12	PM	

EQUIPEMENT AUTRE (GL 60 40 90) transféré par APV RUYIGI

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Chaise de bureau à tissu bleu	8	1-nov-11	PM	

8 Cadre logique original tiré du DTF

Objectif global : « Contribuer de manière durable à la réduction de la pauvreté et soutenir la croissance économique du Burundi à travers l'augmentation de la productivité des facteurs de production, la valorisation maximale des productions, la diversification des opportunités de revenus, la préservation et le maintien des ressources naturelles et environnementales ».

Objectif spécifique	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses
OS 1 : Une augmentation et une meilleure valorisation des productions agricoles et d'élevage permet une réduction de la pauvreté dans les régions d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> - Productions agricoles et d'élevage dans les provinces d'intervention - Taux d'insécurité alimentaire dans les provinces d'intervention - Revenus des ménages agricoles dans les provinces d'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Système d'alerte précoce de la FAO - Dispositif de suivi évaluation du MINAGRIE - Statistiques agricoles (enquêtes agricoles annuelles) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les politiques de GRH au niveau des Services Publics incitent les agents à fournir des prestations de qualité - Les décisions prises par le gouvernement burundais améliorent le climat des affaires et encouragent les investissements dans le secteur agricole (inclus amont et aval)
OS 2 : Un environnement institutionnel favorable au développement d'activités agricoles et para agricoles est promu au niveau central, déconcentré et décentralisé.	<ul style="list-style-type: none"> - Performance organisationnelle et institutionnelle des services centraux du MINAGRIE, DPAE et ISABU - Nombre d'OP professionnelles dans les provinces d'intervention intégrées dans des filières - Nombre de cadres de concertation fonctionnels aux différents niveaux permettant d'améliorer l'efficacité des services rendus aux opérateurs dans les filières. 	<ul style="list-style-type: none"> - Système de suivi (interne au programme) des changements, basé sur des critères de performance discutés avec les partenaires impliqués. - Enquêtes ponctuelles (Evaluation Mi-Parcours et Finale) auprès des utilisateurs des services des partenaires ou de leurs représentants. - Pour les services publics, comparaison entre les mandats définis par la loi et les activités effectivement réalisées. - Systèmes de suivi interne des partenaires - Rapports externes portant analyse sur l'évolution du secteur agricole au Burundi, inclus les analyses figurant dans les DTF. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le système de formation professionnelle mis en place par le gouvernement permet aux populations rurales de saisir des opportunités d'emploi dans le secteur non agricole - Les principes de la déclaration de Paris sont effectivement appliqués par les acteurs

Résultats	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses
R1 : Les capacités du MINAGRIE à assurer ses fonctions régaliennes sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de liens explicites entre les objectifs de la SAN et des services fonctionnels en charge d'en assurer la mise en œuvre et le suivi. - Nombre de DTF effectivement alignés explicitement sur les stratégies nationales. - Degré de satisfaction des utilisateurs de services publics pour chaque fonction régalienne (Méthodes des changements les + significatifs). 	<ul style="list-style-type: none"> - Système de suivi des changements organisationnels et institutionnels basé sur des critères de performance (cf. Diagnostic GRH réalisé par PAI) - Enquêtes réalisées auprès des PTF et Organisations de Producteurs lors des évaluations - Comparaison entre les mandats définis par la loi et les activités effectivement réalisées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement burundais traduit effectivement sa volonté politique d'appuyer le développement de l'agriculture par des textes de lois adaptés et par l'octroi de moyens d'action.
SR.01.01 : Les capacités de planification, de programmation et de mise en œuvre des politiques agricoles sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de documents de planification et de programmation actualisés et cohérents entre eux. - Nombre de secteurs dotés de documents de politiques sous sectorielles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sondage dans les documents de projets des PTF - Missions de suivi et d'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> - Le nouveau gouvernement confirme la SAN comme document de référence
SR.01.02 : Les capacités de suivi-évaluation et de capitalisation sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'informations fiables et actualisées sur le secteur agricole au Burundi - Utilisation effective des produits par les utilisateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Manuel de suivi évaluation - Produits du suivi évaluation et des statistiques - Enquête de satisfaction des utilisateurs (A inclure dans le système de suivi MINAGRIE) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les indicateurs retenus sont effectivement pertinents. - Les méthodes utilisées permettent effectivement d'interpréter les données issues des statistiques.
SR.01.03 : Les capacités du MINAGRIE à assurer son rôle de coordination des interventions dans le secteur agricole sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Degré d'harmonisation des procédures par les partenaires - Existence et mise à jour de tableaux de bords de suivi des interventions du secteur agricole - Existence de cadres de concertation thématiques et géographiques (provinces) effectivement pilotés par le MINAGRIE 	<ul style="list-style-type: none"> - Documents Techniques et Financiers des PTF - Compte rendus des réunions du GSADR - Amélioration du financement des Programmes Prioritaires actuellement sous financés 	<ul style="list-style-type: none"> - Le MINAGRIE assure effectivement son rôle de coordination. - Les Partenaires Techniques et Financiers revoient progressivement leurs stratégies et appuient effectivement es politiques sous sectorielles
SR.01.04 : Les capacités organisationnelles et humaines sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un organigramme révisé mieux adapté aux missions du MINAGRIE et de plans de restructuration - Les services et les agents délivrent effectivement les missions de service public qui leur reviennent de par la loi. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports - Evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement burundais prend des dispositions pour valider l'organigramme, mettre à disposition des moyens (bâtiments) et augmenter les rémunérations.

Résultats	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses
SR.01.05 : Les supports de communication et les systèmes d'information sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnalité des systèmes de communication internes - Augmentation quantitative et qualitative des informations transmises 	<ul style="list-style-type: none"> - Sondages au sein des services lors des évaluations - Existence des supports - Nombre de consultations/ diffusions par média 	<ul style="list-style-type: none"> - Des dispositions sont prises pour regrouper les services
R2 : La production et l'utilisation des semences et plants de qualité sont augmentées	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité effective des semences de qualité pour les producteurs ruraux - Quantités de semences certifiées effectivement mises en marché. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes auprès d'un panel composé des Organisations de Producteurs (par filière), des PTF, des DPAE et des ONG d'appuis - Données statistiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption des textes de loi portant sur la création du SNS et SOCCS
SR.02.01 : Les institutions étatiques de coordination et de contrôle du secteur semencier sont opérationnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Capacités effectives du SNS et du CNS à assumer leurs missions régaliennes. - Capacités effectives du SOCCS à assumer ses fonctions régaliennes. - Capacités effective du CTNHV à assurer son rôle. 	<ul style="list-style-type: none"> - Références des PTF dans leurs stratégies à un alignement sur le Plan National - Comparaison entre les textes de loi précisant les missions et les activités effectivement réalisées (Système de suivi du programme) - Compte rendus des réunions CNS, SOCCS et cadres de concertation 	<ul style="list-style-type: none"> - Le MINAGRIE met à disposition des cadres et des moyens pour la création des services
SR.02.02 : Le secteur privé s'implique davantage dans le secteur semencier	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de privés agréés et investissant dans la production de semences - Evolution des volumes de semences certifiées produites et commercialisées par espèces et catégories. - Evolution des surfaces consacrées à la production de semences certifiées (Lots non déclassés) 	<ul style="list-style-type: none"> - Base de données des semenciers du Burundi - Rapports du service de contrôle des semences 	<ul style="list-style-type: none"> - La demande en semences est effectivement solvable - Les stratégies de l'état et des PTF pour le secteur semencier ne créent pas des situations de concurrence déloyale, - Le secteur public se positionne réellement en appui et contrôle du secteur privé
SR.02.03 : Des organisations professionnelles émergent dans le secteur semencier	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'associations spécialisées dans la production semencière - Evolution des capacités d'analyse, de conception, d'organisation, de gestion des services et de négociation (cf. critères dans cadre stratégique) - Existence d'une fédération professionnelle et nombre de membres - Nombre de campagnes marketing réalisées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports du projet - Enquêtes de satisfaction des services rendus par les organisations - Diagnostics organisationnels et système de suivi des critères de gouvernance 	<ul style="list-style-type: none"> - Le cadre légal permet effectivement l'émergence d'associations professionnelles - Les complémentarités entre les différents PTF et le projet semencier sont effectives

Résultats	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses
R 3 : La recherche agronomique de l'ISABU est orientée vers la production des résultats et recommandations répondant aux priorités des utilisateurs de la recherche, sur le moyen et le long terme.	<ul style="list-style-type: none"> - Les priorités de recherche de l'ISABU sont ancrées dans les orientations de politique agricole et prennent en compte les attentes des utilisateurs de la recherche - Qualité et quantités de semences de prébase produites par saison - ISABU formule des recommandations issues des résultats de la recherche, qui sont connues et utilisées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Productions de l'ISABU - Plan directeur de l'ISABU et programmation annuelles, ainsi que les documents de base permettant de les définir - Enquêtes et entretiens auprès des utilisateurs des services (PTF, OP, MINAGRIE) de l'ISABU lors des évaluations. 	<ul style="list-style-type: none"> - La motivation des agents permet effectivement une appropriation des stratégies
SR.03.01. Les programmes de recherches prioritaires du Plan Directeur de la Recherche sont mis en œuvre			
SR.03.02. : La performance organisationnelle et institutionnelle de l'ISABU est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité de la gestion administrative et financière - Plus grande autonomie de gestion des fonctions de services 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports audits externes 	<ul style="list-style-type: none"> - Le plan de réforme de l'ISABU est adopté et mis en œuvre
SR 03 03 : Les semences de prébase des cultures vivrières produites par ISABU satisfont aux normes de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité et quantités de semences de prébase produites par saison - Nombre de variétés en multiplication - Rapports des laboratoires de phytopathologie 	<ul style="list-style-type: none"> - Système de suivi évaluation ISABU + système de suivi du programme - Enquêtes de satisfaction auprès des utilisateurs - Tests de vérification auprès de laboratoires agréés 	<ul style="list-style-type: none"> - L'ISABU met en place des réformes récompensant la qualité
SR 03 04 : Les capacités de l'ISABU à offrir des services de qualité sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Le laboratoire de chimie est homologué et fonctionnel - L'unité d'entomologie est fonctionnelle - Degré de satisfaction des utilisateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes de satisfaction auprès des utilisateurs 	

Les indicateurs seront revus à l'occasion d'une mission en début du programme et seront adaptés en conséquence. Le cadre logique adapté sera joint au premier rapport annuel du programme.

9 Matrice de monitoring complète

Voir Chapitre 2.1

10 Outils et produits

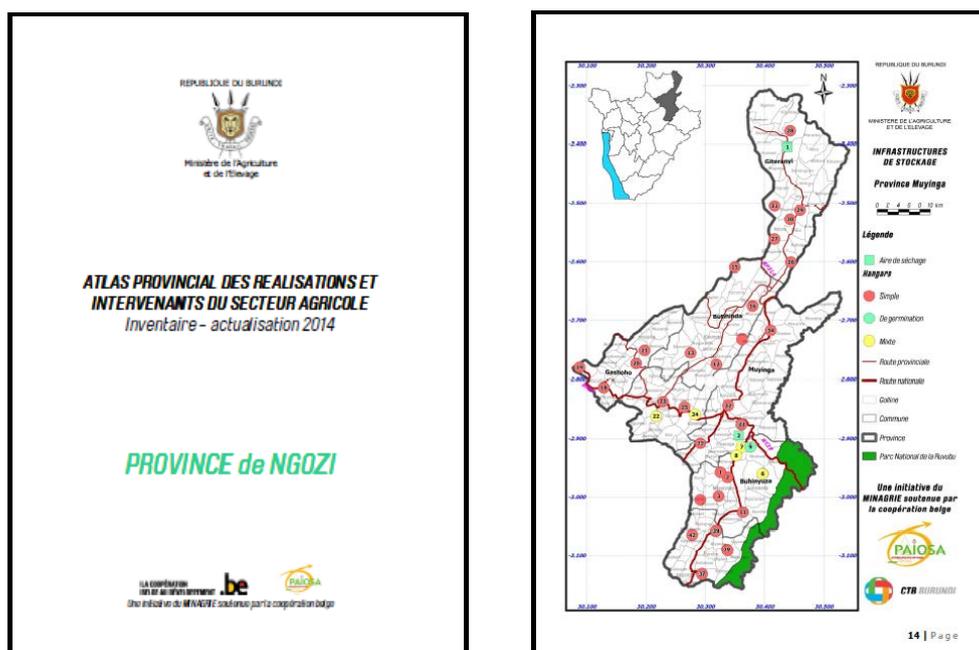
PAIOSA général

- Fiche CTB / Programme PAIOSA – avril 2015
- Brochure FOCRA
- Blog PAIOSA
- L'UAC dispose parmi son personnel d'un Chargé de communication.

VAIM

- Appui à l'édition et la publication du Plan National d'Investissement Agricole 2012-2017 (2.000 exemplaires)
- Appui à l'élaboration, l'édition et la publication de 16 Plans Provinciaux d'Investissement Agricole
- ENAB : appui technique pour la production des 3 rapports de saison et des rapports de synthèse des campagnes 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014
- Les publications scientifiques ci-dessous ont été produites à partir des données de l'ENAB, par l'Université de Gand (Belgique) et l'Université du Burundi, dans le cadre du Fonds Compétitif de la Recherche Agronomique (FOCRA) :
 - Evaluation de la qualité des données de l'enquête agricole nationale 2011-2012, note technique n° 1
 - La vache ou la chèvre ? La pression démographique et l'élevage au Burundi, note technique n° 2
 - L'effet de la pression démographique sur le système agricole au Burundi, note technique n° 3
 - Au-delà des moyennes, des données d'enquête pour une élaboration de politiques agricoles bien informées, note technique n° 4
 - Food for survival : diagnosing crop patterns to secure lower threshold food security levels on farm households in Burundi, working paper n° 1
 - Cow or goat ? Population pressure and livestock keeping in Burundi, working paper n° 2
 - Boserup versus Malthus : Evidence from densely populated rural Burundi, working paper n° 3
 - Beyond averages : using survey data for informed policy making, working paper n° 4
- Appui à l'élaboration et la publication des Bases de données des financements PNIA (2012 – 2017) du secteur agricoles et de l'élevage : actualisations 2012 à 2015
- Recueil des indicateurs de performance du secteur agricole et élevage, avril 2015
- Trois notes de capitalisation :
 - Fiche de capitalisation PAIOSA/VAIM n° 1 : Définition et limites de l'Appui Institutionnel au PAIOSA, Octobre 2012
 - Fiche de capitalisation PAIOSA/VAIM n° 2 : Mise en place d'une enquête nationale agricole permanente, Septembre 2015
 - Fiche de capitalisation PAIOSA/VAIM n° 3 : Suivi-évaluation du Plan National d'Investissement Agricole : bilan du dispositif 2011 – 2015, Septembre 2015

- 16 atlas provinciaux des réalisations et intervenants du secteur agricole (actualisation 2014) + base de données géo référencées (aménagement / réalisations / intervenants)



VSEM

- Trois brochures sur le maïs (juin 2015) :
 - Réponses agronomique et économique comparées de différentes variétés de maïs à l'apport de fertilisants sur des parcelles paysannes - Cas des régions de haute altitude.
 - Réponses agronomique et économique comparées de différentes variétés de maïs à l'apport de fertilisants dans un marais de fertilité et d'altitude moyennes - Cas des grains de maïs hybride recyclés.
 - Réponses agronomique et économique comparées entre variétés de maïs hybride et tout-venant à l'apport de fertilisants sur des parcelles de fertilité naturelle contrastée - Cas des régions de basse, moyenne et haute altitudes.

Le VSEM a également produit des spots publicitaires mais suite à la crise politique survenue en mai, ils n'ont pas été diffusés comme prévu par les différentes radios.

VRECH :

- Appui technique dans la conception et la rédaction du bulletin trimestriel de la recherche agronomique du Burundi. Le PAIOSA a également apporté un appui financier pour l'impression de ce bulletin. Quatre bulletins publiés en 2014 – 2015 (n° 4 à 7).
- Fiche technique de l'ISABU : appui dans l'élaboration des fiches techniques de l'ISABU (dont fiches techniques élaborées en appui avec le VSEM sur la culture du maïs hybride).
- Manuel de procédures de l'ISABU, mettant l'accent sur la mise en œuvre de la déconcentration et des aspects pratiques liées à cette forme de gestion.

- Carte des sols numérisée du Burundi (projet réalisé en coopération avec le Musée Royal d'Afrique Centrale à Tervuren)

